

COVID-19

Cadre de Riposte Socio- Économique des Nations Unies au Gabon



Version 1,0

Août 2020

MEMBRES DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES OPERANT AU GABON



IAEA

AIEA



BIT



UNITED NATIONS
UNCTAD

CNUCED



FAO



FNUAP



OIM



OMS



ONUDC



ONUDI



ONUSIDA



PNUD



PNUE



UNESCO



UNHCR



UNICEF



UNOCA & HCDH

TABLE DES MATIÈRES

Membres du système de développement des Nations unies opérant
au Gabon ii

AVANT-PROPOS 1

LA PANDEMIE COVID-19 AU GABON..... 3

SITUATION ACTUELLE 4

ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE À CE JOUR..... 4

 Répartition des cas contaminés par localité..... 5

 Mode de transmission du 12 mars au 12 juin 6

 Dynamique démographique (CSP, sexe, âge...) 6

ÉVOLUTION FUTURE PROBABLE DE LA PANDÉMIE 8

**ANALYSE DE L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DU
COVID-19 AU GABON 12**

PREMIÈRES PROJECTIONS DE L'IMPACT MACRO-ÉCONOMIQUE DE
LA COVID-19 AU GABON EN 2020 13

PRINCIPALES DIMENSIONS DE L'IMPACT MICRO-ÉCONOMIQUE
2020 14

POTENTIELS IMPACTS ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME 15

IMPACTS SUR LE PLAN SOCIAL.....	19
Situation Pré-COVID-19	19
L'Impact de la COVID-19 sur pauvreté et inégalités	19
Éducation et développement humain	20
Accès limité à l'assainissement et à l'eau potable.....	21
Capacité du système de santé.....	22
Impact sur la Cohésion Sociale	24

ANALYSE DE LA RIPOSTE ACTUELLE AU COVID-19 25

PREMIÈRES ACTIONS GOUVERNEMENTALES	25
PREMIÈRES ACTIONS DES NATIONS UNIES.....	27
ANALYSE DE LA RIPOSTE COLLECTIVE	29
Pilier Santé d'abord (ODD 3).....	29
Protection Sociale (ODD 3, 4, 5, 6, 8, 11).....	31
Relance économique.....	34
Réponse macroéconomique et Coopération multilatérale (tous les ODD).....	37
Cohésion Sociale et résilience communautaire (ODD 16 & LNOB)	39

CADRE DE RIPOSTE ET RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE..... 43

PRINCIPES DIRECTEURS ET ACCÉLÉRATEURS	44
Principes Directeurs.....	44
8 Accélérateurs Fondamentaux de Nos Actions	46
MATRICE PRINCIPALE DE LA REPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ONU	49

CADRE DE RIPOSTE SUR LA BASE DU CADRE DES 5 PILIERS & 7 ACCÉLÉRATEURS	50
Le volontarisme comme accélérateur de réponse transversal..	50
ACCÉLÉRATEUR N°1 : RENFORCER L'INCLUSION	51
Défi N°1 : Impact du COVID-19 sur les inégalités existantes au Gabon	52
Défi N°2 : Collecte de données, planification et ciblage approprié des groupes vulnérables dans le cadre de la riposte COVID-19	54
Défi N°3 : Faible participation des groupes vulnérables et exclus aux discussions autour de la relance socio-économique post COVID-19 et stigmatisation & « fake news »	54
Solution N°1 - Éventuelles vaccinations COVID-19 :	55
Solution N°2 – Lignes Vertes Enfants :	56
Solution N°3 – Enregistrement des Actes de Naissances :	56
Solution N°4 – Subventions & Bons D'Achat Alimentaires :	57
Solution N°5 – Protection des PME :	58
Solution N°6 : Protection du Secteur Informel :	58
Solution N°7 – Appui Budgétaire :	59
Solution N°8 – Dialogue Social :	60
Solution N°9 – Combattre le #FakeNews & la Stigmatisation :	61
ACCÉLÉRATEUR N°2 : SOLUTIONS SENSIBLES AU GENRE.....	62
Défi N°1 - Protection accrue des femmes et des enfants :	62
Défi N°2 - Assurer une protection socio-économique adéquate aux femmes vulnérables :	63
Défi N°3 – Assurer la protection de l'emploi pour les femmes :	63
Défi N°4 – Maximiser le leadership féminin dans la riposte COVID-19 :	64

Solutions N°1 & N°2 – « Ligne Verte » VBG & Campagne Nationale contre la VBG :	65
Solution N°3 & N°4 – Protection Femmes en PME et en Secteur Informel :	66
Solution N°5 – INFF Budget Basé sur le Genre :	67
Solution N°6 et N°7 – Participation Communautaire et Leadership Féminin :	67
ACCÉLÉRATEUR N°3 : APPROCHE VERTE TRANSVERSALE	68
Défi N°1 – Manque d’un cadre de planification opérationnel pour accélérer la transition verte :	69
Défi N°2 – Faible diversification de l’économie et d’opportunités d’emplois vert durables :	70
Solution N°1 – Gestion Verte des Déchets :	70
Solution N°2 - « Familles Vertes » :	71
Solution N°3 – Business Agro-Forestier :	72
ACCÉLÉRATEUR N°4 : DIGITALISATION.....	75
Défi N°1 – État de l’environnement des affaires au Gabon et gouvernance :	75
Défi N°2 – Inégalités de la connectivité au Gabon :	76
Solution N°1 – Récolte & Analyse des Données dans le Secteur de la Santé :	77
Solution N°2 – Éducation à Distance :	77
Solution N°3 – Renforcement du système de collecte de données, planification et ciblage approprié des groupes vulnérables :	78
ACCÉLÉRATEUR N°5 : RENDRE TOUTE ACTION ENVISAGÉE A « PREUVE DE COVID-19 »	80
Défi N°1 – Assurer l’accès aux services de base :	81
Défi N°2 – Assurer un environnement de business « à preuve de COVID » :	81

Solutions N°1 - Continuité Campagnes de Vaccination Existantes :	82
Solution N°2 – Eau et Assainissement (WASH) :	82
Solution N°3 – Renforcement du Secteur Sanitaire :	83
Solutions N°4 et N°5 – Protéger le Secteur Privé et la Commerce Régionale à la COVID-19 :	84
ACCÉLÉRATEUR N°6 : STRATÉGIES DE PLANIFICATION ET RÉPONSE	85
Assurer une planification fiable et continue pour faire face de la COVID-19 et aux potentielles épidémies et pandémies futures	85
Défi N°1 – Planification et Identification des Besoins :	86
Défi N°2 – Production de données statistiques fiables sur les besoins des opérateurs économiques :	86
Défi N°3 – Manque d’une Structure de Coordination de l’Aide :	87
Solutions N°1, N°2, N°3 – Préparation pour une Pandémie Future, Renforce la Chaine d’Approvisionnement et les Ressources Humaines :	87
Solution N°4 – Système de Données Sanitaires :	88
Solution N°5 – Système de Données Éducation :	88
Solution N°6 – Statistiques Secteurs Privé et Informel :	89
Solution N°7 & N°8 – Réactivation d’un cadre de dialogue stratégique budget/dette/relance/coordination de l’aide :	90
ACCÉLÉRATEUR N°7 : DIMENSION SOUS-RÉGIONALE ET TRANSFRONTALIÈRE	91
Défi N°1 – Renforcer la coordination intersectorielle et collaboration inter-pays en matière de sante :	93
Défi N°2 –Renforcer la coordination intersectorielle et collaboration inter-pays en matière de relance économique et commerce régional :	93

Défis N°3 - Renforcer les mécanismes régionaux de gestion de la COVID-19 et des menaces à la paix et à la sécurité au niveau des espaces transfrontaliers : 94

Solution N°1 - Coopération Régionale Sanitaire Accrue :..... 95

Solution N°2 – une protection accrue pour les populations étrangères : 95

Solution N°3 & N°4 – Protéger la Chaîne de Valeur et Élargir le Champs des Espaces de Dialogues : 96

Solutions N°5 & N°6 – Sécuriser les Interventions et Consolider la Paix aux Frontières : 96

POSTFACE 98

AVANT-PROPOS

La pandémie de COVID-19 a posé un défi sans précédent à notre monde globalisé. Elle a mis à rude épreuve les systèmes de santé publique. Elle a infligé de profondes souffrances aux familles endeuillées et nous a tous séparés de nos amis et de nos proches. Elle a interrompu le commerce international, les voyages internationaux. Elle a perturbé les activités ordinaires de la vie, tant professionnelle que personnelle. Ces impacts ont été profonds. Et il est fort probable qu'ils seront de longue durée.

Ici au Gabon, bien que nous adressions nos plus sincères condoléances aux familles et aux amis de ceux qui ont tragiquement perdu la vie, une action rapide et résolue du gouvernement et de la population, avec le soutien rapide de partenaires internationaux comme les Nations unies, a permis de limiter les pertes immédiates et de commencer à « aplatir la courbe » de l'impact sur la santé.

Mais d'une certaine manière, le véritable impact reste à venir : dans les domaines social et économique. Le ralentissement économique mondial massive engendré par le virus est profond. Et les répercussions se font déjà fortement sentir au Gabon comme ailleurs. Les pressions sur la cohésion sociale seront tout aussi intenses, allant des pressions des « lockdowns » aux impacts de #FakeNews ou aux répercussions des pertes d'emplois. Ces défis dureront au moins jusqu'en 2021, et peut-être même au-delà. Le moindre des impacts de la COVID-19 a été de perturber la

possibilité de planifier et de prévoir avec une quelconque certitude à long terme.

Mais une préoccupation est déjà très claire : selon les termes du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, elle a engendré une « **urgence de développement** ». Le monde était déjà en train de « rater » le but de réaliser les objectifs de développement durable d'ici 2030. COVID-19 menace de les faire dérailler complètement.

En même temps, **chaque crise est aussi une opportunité**. La COVID-19 a déjà catalysé des changements dans le comportement humain qui, autrement, auraient pu prendre de nombreuses années à se réaliser. Le télétravail, le télé-enseignement, la télé-sociabilisation sont devenus le « nouveau quotidien » pour beaucoup, avec des conséquences à la fois locales et mondiales. Pour illustrer de façon frappante ce phénomène, l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE estime qu'en 2020, la COVID-19 aura permis de réduire de 8 % les émissions mondiales de CO². Cela équivaut aux réductions d'émissions annuelles nécessaires pour limiter le réchauffement à moins de 1,5 °C au-dessus des températures préindustrielles — objectif autrement irréalisable de l'accord de Paris.

Depuis le début de la crise, les Nations unies au Gabon a été en première ligne de la réponse à la COVID-19. Ce Cadre, qui reste un document vivant, représente la détermination des Nations unies au Gabon à continuer à soutenir le peuple et le gouvernement gabonais. En travaillant ensemble, le Gabon et ses partenaires internationaux peuvent continuer à sauver des vies, à atténuer les dommages socio-économiques et à « **reconstruire en mieux** », afin que le Gabon sorte de la pandémie COVID-19 plus fort et plus résistant que jamais. Dans un sens très réel, **nous ne pouvons pas nous permettre de « laisser cette crise se perdre »**.

Stephen Jackson
Coordinateur résident de l'ONU au Gabon

LA PANDEMIE COVID-19 AU GABON

La pandémie mondiale de COVID-19 est devenue le plus grand défi auquel sont confrontés le Gabon, le continent africain et le monde entier depuis son apparition dans les premiers mois de 2020.

Grâce à l'action rapide et résolue de la population et du gouvernement gabonais, renforcée par le soutien des Nations unies, un temps précieux a été gagné avant que la première transmission communautaire au Gabon ne soit signalée, ce qui a permis de renforcer les services de santé publique et la réponse.

Le premier cas au Gabon a été signalé le 12 mars. La transmission communautaire n'a pas été signalée avant avril. L'imposition de mesures de « lockdown » sévères et la promotion de mesures de barrière vigoureuses ont contribué de manière significative à ralentir la croissance de la maladie.

Dans un certain sens, cependant, le Gabon peut être considéré comme une « victime de son propre succès ». Les premiers succès remportés dans la limitation de la propagation de COVID-19 ont conduit à une suspicion populaire selon laquelle la maladie était soit

un mythe, soit, du moins, très exagérée, sapant l'adhésion du public aux mesures de barrière et le soutien au verrouillage.

SITUATION ACTUELLE

À la date du 14 août 2020, 8 270 cas positifs COVID-19 au Gabon ont été rapportés par le Comité de Pilotage du Plan de Veille et de Riposte contre l'épidémie à Coronavirus (COPIL). On note 53 décès et 6 404 guéris. Cependant, certaines analyses sur le plan international montrent que dans tout contexte, le nombre de cas asymptomatiques (personnes contaminées sans manifester les signes de la maladie) peut être plus élevé.

Les statistiques épidémiologiques montrent des évolutions contrastées. Sans tomber dans l'autosatisfaction, on peut avoir le sentiment qu'à Libreville et à Franceville, le nombre de nouveaux cas est compensé par une augmentation considérable du nombre de guérisons, ce qui entraîne un possible « **aplatissement de la courbe** ». Et globalement, depuis début juin 2020, à l'exception d'un pic de cas de courte durée fin juillet, la mesure R0 de la reproduction au Gabon – le nombre moyen de personnes qui contracteront le COVID-19 d'une personne déjà atteinte de la maladie – est restée inférieure à 1,0.

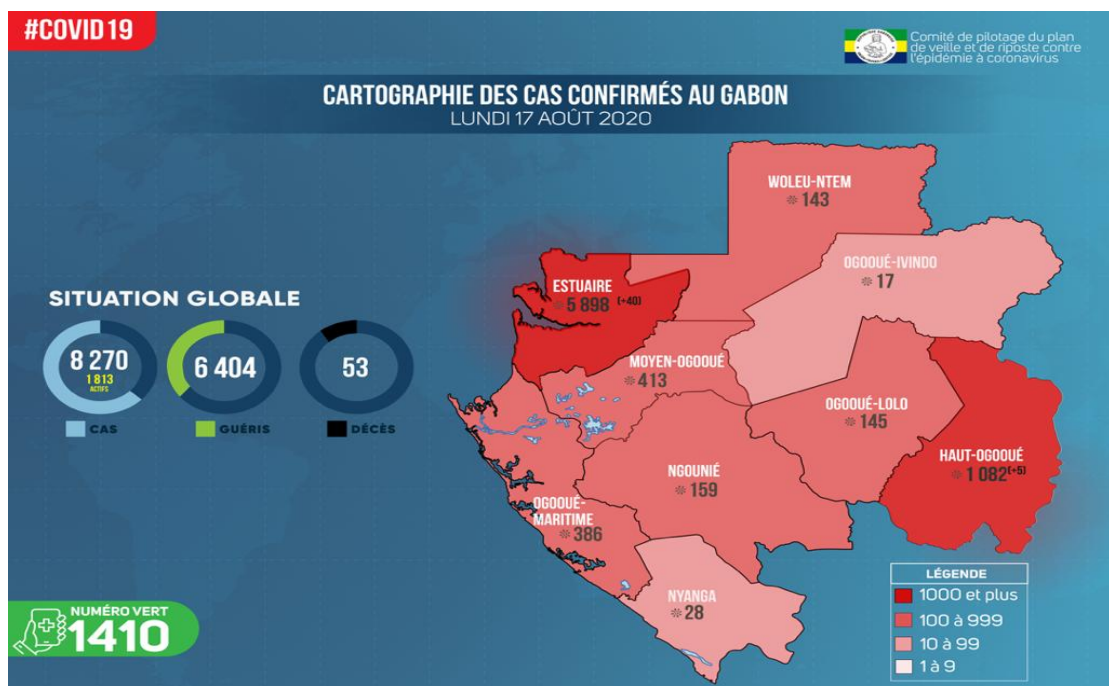
Cependant, le début du mois d'août a également été marqué par l'incursion progressive des infections COVID-19 dans les 7 autres provinces du Gabon, ce qui a incité la réponse nationale COVID-19 à « **pivoter** » vers une nouvelle approche décentralisée.

ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE À CE JOUR

L'analyse de l'évolution des modes de transmission montre que la contamination est à dominante familiale. Plus de 40% des cas de comorbidités sont des malades hypertendus.

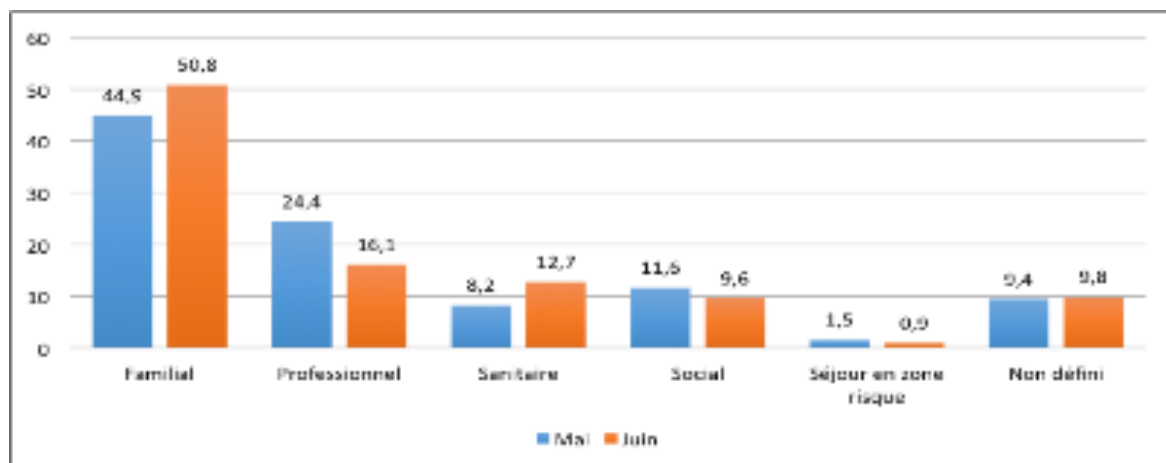
Répartition des cas contaminés par localité

L'analyse spatiale montre que l'épicentre de la crise se situe dans la capitale Libreville qui est la localité la plus affectée avec 70% des cas de contamination confirmés au COVID-19 à la date du 12 juin 2020. Le deuxième lieu de contamination est Franceville qui totalise 10% des cas de contamination. La carte ci-dessous présente un panorama plus précis de la situation épidémiologique sur l'étendue du territoire national.



Source COPIL Gabon

Mode de transmission du 12 mars au 12 juin



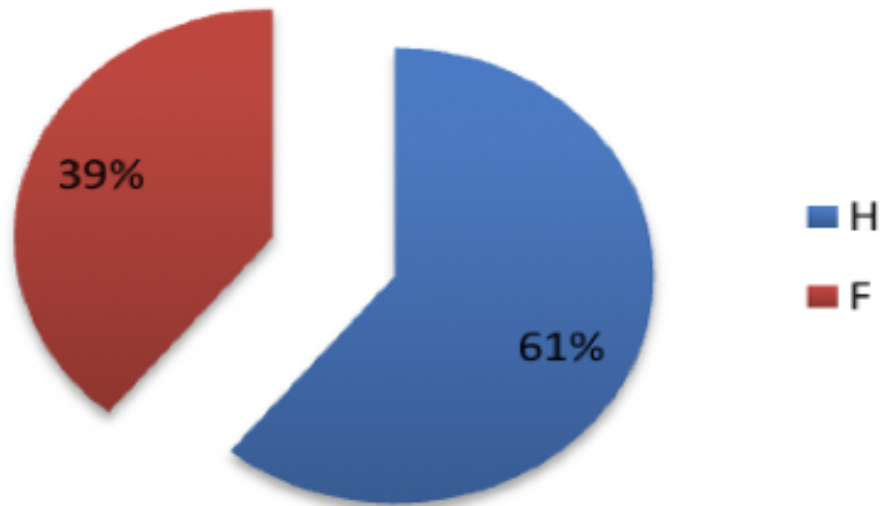
Source : COPIL Gabon

Dynamique démographique (CSP, sexe, âge...)

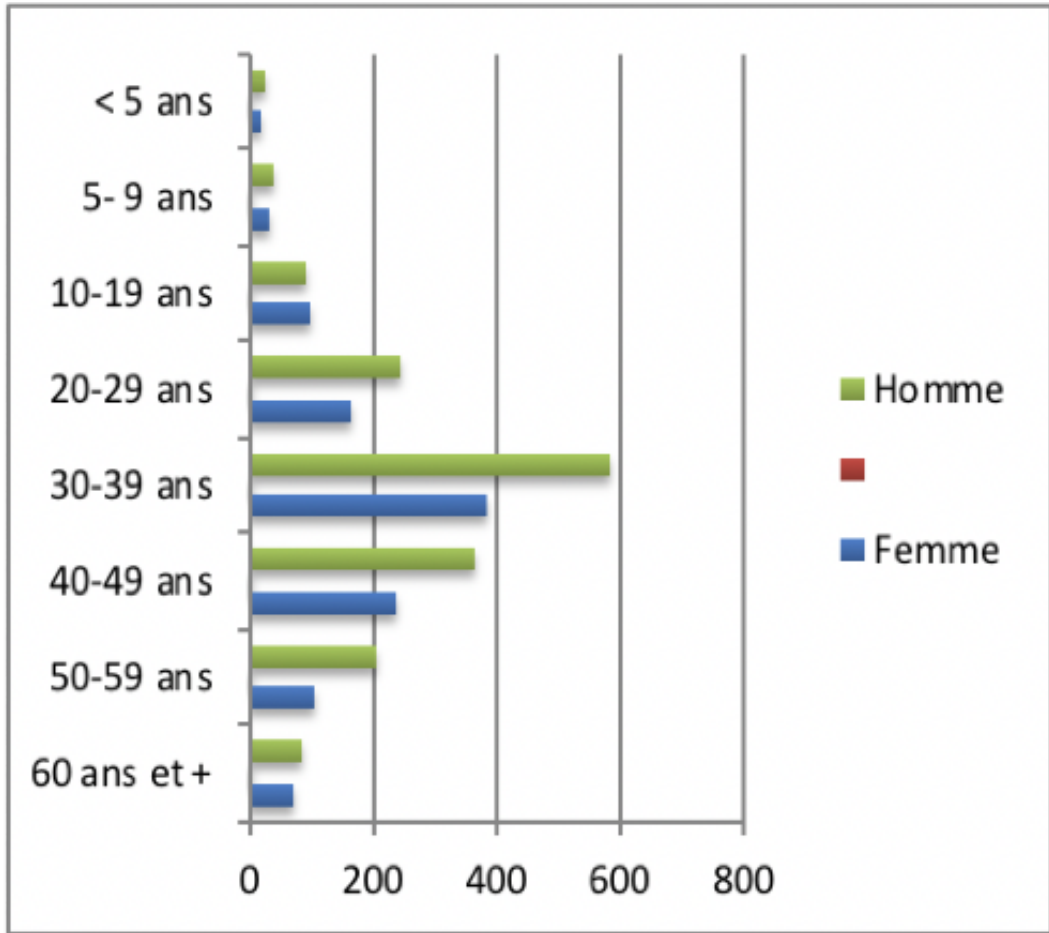
La répartition des cas confirmés est à dominante chez les hommes. Elle est passée de 56% le 12 mai 2020 à 61% au 12 juin 2020. C'est la tranche d'âge 30-39 ans est la plus touchée avec un taux de 35% chez les femmes et 36% chez les hommes.

Au regard de l'augmentation rapide des nouveaux cas de contamination et du caractère contagieux de la maladie, les mesures de prévention sont primordiales, notamment à l'endroit des populations les plus vulnérables : personnes âgées, diabétiques, hypertendues, insuffisants rénaux, asthmatiques....

Répartition des cas positifs par sexe au 12 juin 2020

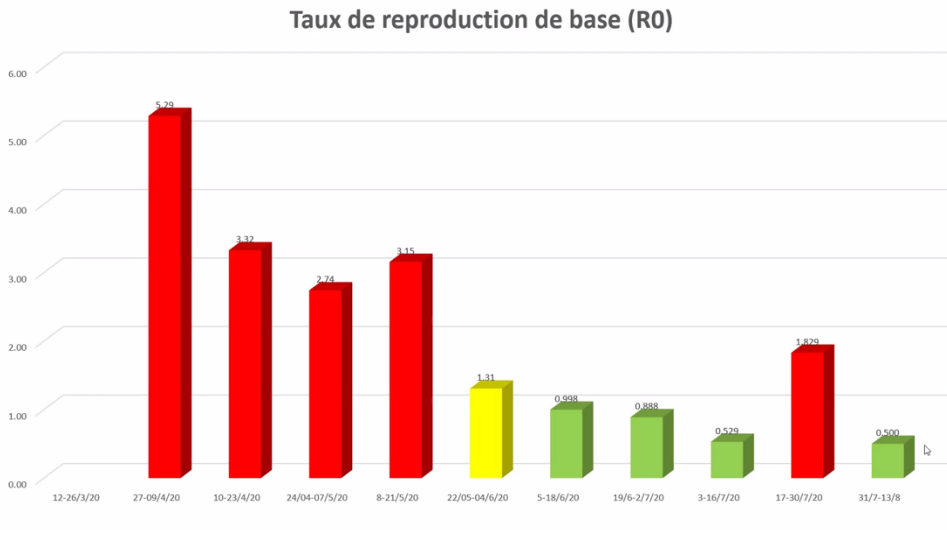


Source : OMS Gabon



Source : OMS Gabon

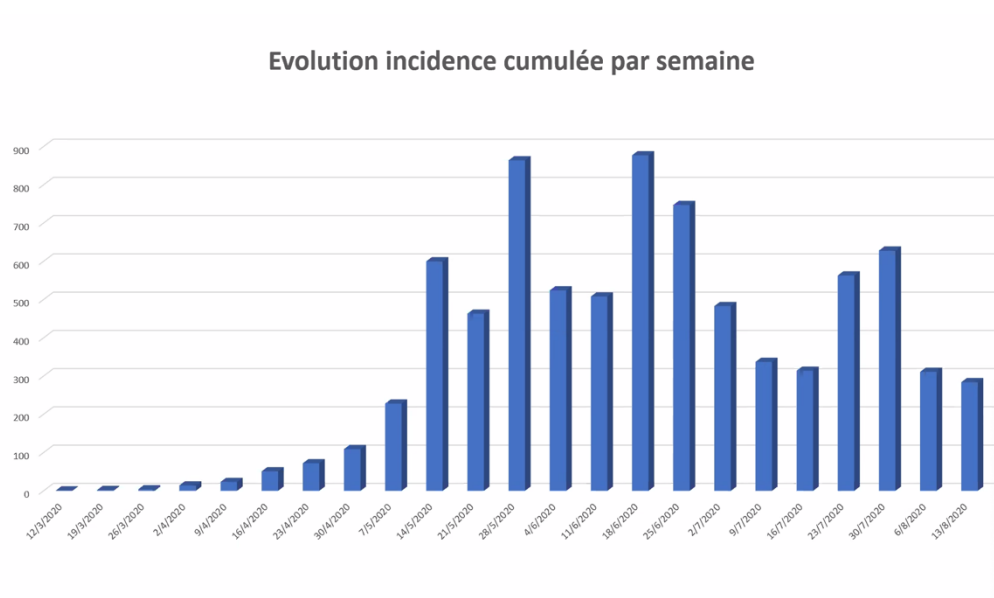
ÉVOLUTION FUTURE PROBABLE DE LA PANDÉMIE



Source : OMS Gabon

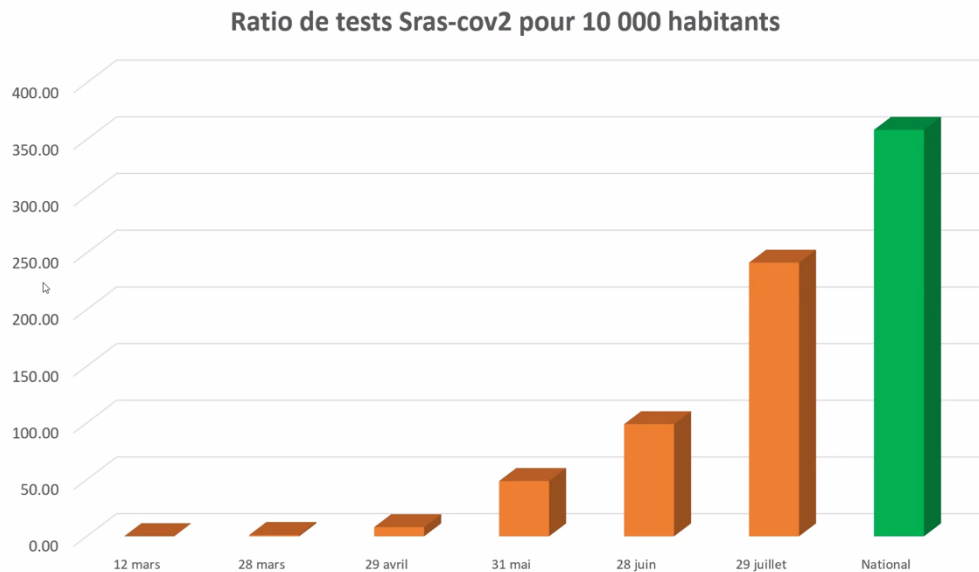
Comme le montre le graphique de tendance ci-dessus, le nombre R_0 , qui représente le taux de reproduction des nouveaux cas à partir des cas existants, est resté inférieur à 1,0 depuis juin 2020, à l'exception d'un bref pic dans la deuxième moitié de juillet. Concrètement, cela signifie qu'en moyenne, il faut actuellement deux personnes dont le test COVID-19 est positif pour qu'une nouvelle personne soit infectée. Bien qu'il ne faille pas se reposer sur ses lauriers, cette évolution est très encourageante et doit être maintenue.

Et elle a, pour l'instant, abouti à l'aplatissement espéré de la courbe, comme le montre le graphique suivant de l'évolution de l'incidence cumulée :



Source : OMS Gabon

Un aspect qui a contribué de manière spectaculaire à ce succès relatif a été l'augmentation très rapide des capacités nationales de test COVID-19. Comme l'illustre le graphique suivant, tout comme la pandémie a suivi une courbe exponentielle, l'augmentation des tests a suivi la même courbe, suite à l'ouverture du « Méga Laboratoire » de Libreville au Palais des Sports. **Le Gabon a désormais dépassé la barre des 100 000 tests COVID-19 réalisés avec succès, ce qui représente plus de 5 % de la population totale** – un résultat remarquable en peu de temps.



Source : OMS Gabon

En même temps, comme on l'a déjà noté, la pandémie s'est maintenant étendue aux neuf provinces du Gabon, y compris celles de l'intérieur et celles situées à l'écart des grands centres urbains. D'une part, la force de la capacité de réponse du secteur de la santé actuellement en place diminue considérablement au Gabon à mesure que l'on s'éloigne des centres urbains. D'autre part, **le Gabon étant l'un des pays les plus urbanisés du monde** – avec une proportion estimée à environ 85 % de sa population concentrée dans les grandes villes – la densité de population est beaucoup moins élevée dans l'intérieur du pays et dans les zones rurales, de sorte que la propagation de la pandémie peut être considérée comme plus lente. Cela devrait permettre, entre autres, de disposer du temps nécessaire pour achever le pivot indispensable à la réponse de santé publique à une approche décentralisée.

Le Gabon se trouve sur l'équateur et connaît des conditions climatiques tropicales sur la majorité de son territoire tout au long de l'année. Il semble donc relativement peu probable que la trajectoire de la pandémie soit susceptible de connaître des « pics » saisonniers du type de ceux auxquels l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord doivent se préparer à l'approche de l'hiver. Ici, le prochain « choc » externe auquel on peut s'attendre provient plutôt des retours internationaux – Gabonais et expatriés – au

Gabon après l'été européen et la rentrée scolaire. Des procédures de test améliorées sont en place à l'aéroport et on espère qu'une surveillance étroite permettra d'éviter un impact trop important en termes de hausse dans les nouveaux cas ou dans le R0.

Y aura-t-il une deuxième vague au Gabon ? Impossible à prédire avec une grande précision, mais il est probable que les nouvelles infections seront continuées jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible dans le monde entier, un développement qui ne se produira probablement pas avant au moins 18 mois.

ANALYSE DE L'IMPACT SOCIO- ECONOMIQUE DU COVID-19 AU GABON

La pandémie COVID-19 a provoqué une récession économique mondiale de grande ampleur. D'après la Banque Mondiale, la croissance mondiale baissera de 5,2% en 2020 près de 100 millions de personnes plongerons dans l'extrême pauvreté. Au Gabon, elle arrive à un moment où la trajectoire du pays vers les objectifs de développement durable (ODD) était déjà mise en péril par les contraintes de financement qui ont ralenti la transition de l'économie brune vers l'économie verte.

PREMIERES PROJECTIONS DE L'IMPACT MACRO-ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19 AU GABON EN 2020

L'impressionnante trajectoire de développement du Gabon a été guidée depuis son indépendance en 1960 par l'exploitation de ses importantes réserves de pétrole. La maturation progressive de ces réserves a coïncidé, en 2014, avec une baisse de 50% du prix du pétrole. La réunion de ces deux facteurs a rétréci la capacité de financement interne du développement du pays.

A partir de 2010, déjà, le Gabon a amorcé un processus de diversification économique via le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE). Ainsi, le poids du secteur pétrolier est passé de près de 40% du PIB en 2005 à 17% en 2019. La mise en œuvre de ce Plan a été toutefois ralentie par la chute du prix du pétrole, avec des conséquences sur le plan macro-économique et les conditions de vie des populations.

Des efforts majeurs ont été consentis au cours des cinq dernières années pour restaurer le cadre macro-économique et relancer la croissance. La pandémie du coronavirus (COVID-19) est entrain de remettre gravement en cause ces efforts. Au-delà de ses effets directs sur la santé des populations, cette pandémie provoque des bouleversements sans précédent sur les marchés mondiaux de matière première, en particulier le pétrole, qui représente encore 66% des exportations du Gabon. Les mesures de confinement prises pour limiter la propagation du virus ont aussi eu à freiner l'activité économique.

Selon le FMI, la pandémie a aggravé la situation qui était déjà marquée par la conjoncture difficile du marché des matières premières. Au premier trimestre 2020, la production de pétrole a augmenté de 5,3 % par rapport à la même période de 2019, mais les exportations ont diminué d'environ 20 % en raison de la baisse des prix et de la demande mondiale. De même, les exportations de bois ont diminué de 11 % et le chiffre d'affaires de l'industrie du manganèse a chuté de 12,5 %.

En plus du secteur minier, la crise se diffuse sur l'économie nationale, en particulier dans les secteurs des services (hôtels, transports terrestres et aériens, et autres services).

Cette baisse de l'activité intérieure non pétrolière, exerce des pressions importantes sur les finances publiques et la dette publique. Ainsi, les recettes fiscales non pétrolières ont diminué de 11 % en avril 2020 (en glissement annuel), et la TVA a chuté d'environ 16 %.

Dans son dernier rapport de présentation du décaissement de la deuxième tranche de 150 millions de dollars US d'aide budgétaire au Gabon, le FMI a pris note de l'engagement du Gabon de baisser de 23% de sa production pétrolière en 2020 suite à l'accord de l'OPEP+. Le FMI a également supposé un affaiblissement de la demande mondiale de manganèse et de bois. Il table aussi sur une situation plus difficile de l'activité non pétrolière, en particulier les services, suite aux mesures de confinement.

Sur la base de ces hypothèses, le FMI prévoit que « le PIB réel global devrait maintenant se contracter de 2,7 % en 2020 ». Il prévoit également que le déficit des comptes courants du Gabon représentera 9,5 % du PIB tandis que la situation budgétaire se détériorera considérablement du fait d'une moindre mobilisation des recettes budgétaires et de la hausse des dépenses publiques liées à la riposte à la pandémie de la COVID-19.

PRINCIPALES DIMENSIONS DE L'IMPACT MICRO-ÉCONOMIQUE 2020

La crise COVID-19 se déroulant en temps réel, il est plus facile de mesurer son impact au niveau national et macro-économique (croissance, finances publiques) qu'au niveau micro-économique (ménages et entreprises). Pourtant, c'est à ce niveau micro-économique que les impacts négatifs se font déjà sentir au quotidien. C'est la raison pour laquelle l'ONU Gabon, sous la direction du PNUD, a tenté de mesurer l'ampleur des dégâts causés.

Les données disponibles indiquent quelques tendances déconcertantes. Seulement 3 ménages sur 4 continuent à avoir un accès aux soins médicaux. Des enfants de 46,7% des ménages continuent à être privés d'une activité éducative. Les pertes d'emplois constatées à la suite du confinement total ou partiel se chiffrent à 104.000 (46,1% de femmes et 53,8% des hommes) avec une situation plus difficile en milieu urbain. 77,4% des entreprises familiales non agricoles et 64,6% des employés salariés déclarent une baisse de revenu. Concernant la sécurité alimentaire, 37,4% des ménages ont eu à passer au moins une journée sans manger au cours des 30 derniers jours. Toutes ces éléments contribuent au fait que seulement 45% des ménages espèrent d'une amélioration de leur niveau de vie au cours des 12 prochains mois.

POTENTIELS IMPACTS ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME

Les effets économiques négatifs de la COVID-19 enregistrés en 2020, pourraient, même si la pandémie est maîtrisée en 2020, se faire sentir dans les années à venir compte tenu de la nature de sa transmission à l'économie gabonaise.

Le principal canal se situe au niveau du commerce extérieur dominé par les secteurs du pétrole (66% des exportations), des mines et de la forêt. L'avènement du COVID-19 a profondément bouleversé le marché mondial de pétrole avec une baisse spectaculaire de la demande suite au fort recul de la production industrielle, la mise en pause du secteur des transports, en particulier le transport aérien. Le surplus de production a poussé les pays de l'OPEP+ à conclure un accord sur la réduction de la production de 9,7 millions de barils-jour pour freiner l'effondrement des prix. Dans ce cadre, le Gabon s'est engagé à baisser sa production de 23%. Cette baisse de la production a des effets sur la croissance, les finances publiques, la balance des paiements, la dette et l'emploi. En effet, l'économie gabonaise est fortement dépendante de l'évolution du pétrole en dépit de la volonté des Autorités nationales, via le Plan Stratégique

Gabon Émergent (PSGE), d'engager la transition vers l'économie verte.

L'autre canal de transmission a trait au confinement dont l'effet de contraction sur les revenus des ménages et les investissements privés est non négligeable. Après la déclaration le 12 mars 2020 du premier cas positif au COVID-19, le Gouvernement a pris des mesures pour endiguer la propagation du virus : (i) suspension des visas touristiques en provenance des zones les plus infectées (Union européenne, Chine, Corée du Sud et États-Unis) ; (ii) fermeture des établissements scolaires, des bars et boîtes de nuit ; (iii) interdiction de rassemblement de plus de 50 personnes ; (iv) suspension des évènements sportifs et culturels nationaux. Ces mesures ont été complétées par un confinement partiel décrété le 22 mars 2030 avec notamment un couvre-feu entre 19H30 et 6H du matin. Elles ont été renforcés avec la décision de confinement total du Grand Libreville pendant 15 jours à compter du 12 avril 2020.

Après évaluation de la situation, le Gouvernement a annoncé le 27 avril 2020 le retour au confinement partiel et géographique du Grand Libreville avec toutefois : (i) de nouvelles modalités de circulation dans le Grand Libreville, (ii) une nouvelle stratégie de riposte communautaire, (iii) le port obligatoire des masques dans les espaces publics, (iv) la réouverture progressive des commerces non-alimentaires, (v) le maintien de la fermeture des établissements scolaires et universitaires, des bars, restaurants et hôtels.

Les effets combinés d'un marché mondial du pétrole déprimé et du confinement sont visibles en 2020. En l'absence d'un robuste Plan de Relance socio-économique, ces effets négatifs continueront se manifester dans les années à venir.

En effet, la déprime du marché mondial de pétrole risque de se prolonger jusqu'en 2022, voire 2023, du fait d'une croissance mondiale moins forte et de la lente reprise des activités de transport. **En outre, la COVID-19 est un accélérateur de tendance de la transition vers les énergies non-fossiles.** Sur

un autre plan, le confinement a fragilisé en 2020 les PME et les services ; les entités les plus fragiles pourraient, à défaut de soutien pour se restructurer financièrement et/ou se repositionner, ne plus tourner à pleine capacité ou aller vers la cessation d'activités. Les conséquences sur les emplois, déjà rares, pourraient s'avérer difficiles, surtout dans les entreprises dont la situation financière est fragile.

Les analyses menées dans ce cadre par le PNUD ont mis en évidence quelques éléments majeurs. Partant de l'hypothèse de la maîtrise de la pandémie en 2020 (ce qui est encore loin d'être le cas) ou du retour à la normale dans la vie quotidienne (fonctionnement des activités économiques, levée des restrictions de déplacement...), les perspectives à moyen terme pourraient être plus difficiles si on les compare à celles discutées avec le FMI avant l'avènement de la COVID-19. Les simulations montrent que :

- **Sur la période 2021-2025, la croissance économique moyenne ne serait plus que de 2,9% contre une prévision de 4,4% pré-COVID-19 ;**
- **Sur la même période, la part des recettes budgétaires dans le PIB reculerait de 2,8% en moyenne : 15,2% du fait de la situation liée à la COVID-19 contre 18% avant l'avènement de la COVID-19 ;**
- **L'encours de la dette publique rapporté au PIB se situerait en moyenne à 46,2% à cause de la détérioration des finances publiques contre 40,5% avant l'avènement de la pandémie ;**
- **Les exportations rapportées au PIB se stabiliseraient légèrement en moyenne : 49,6% après la COVID-19 contre 50,4% avant la COVID-19. Il convient de relever que cette différence de -0,8% n'est pas uniforme sur la période sous revue car elle passe de -1,3% en 2021 du fait d'une situation encore difficile du marché mondial de pétrole à -0,1% en 2025 avec le retour progressif à la normale de ce marché.**

Ces perspectives économiques moins favorables font que le PIB par habitant entre 2021 et 2025 ne représenterait que 89% de son niveau pré-COVID-19. Cette contraction accentuerait la baisse tendancielle du PIB par habitant amorcée depuis le début des années 1980.

Les conséquences de cette situation économique se ressentiront sur le marché du travail. C'est notamment le cas de la réduction des investissements du secteur pétrolier qui affectera les 2 bassins d'emplois (Libreville et Port Gentil) où résident 9 chômeurs sur 10. C'est aussi le cas dans les PME et le secteur informel où la combinaison du choc pétrolier et du confinement pourraient conduire à des faillites ou cessation d'exploitation. La baisse de l'emploi, qui en résulterait, pourrait s'aggraver dans le temps si des mesures spécifiques de protection/sauvegarde ne sont pas prises (appuis sectoriels, reconversion, requalification...).

Les simulations montrent que, sur la période 2021-2025, la situation de l'emploi se détériorerait comparativement aux perspectives pré-COVID-19 avec toutefois un recul plus important de l'emploi non qualifié (-1,2% en moyenne annuelle) que de l'emploi qualifié (-0,8% en moyenne annuelle). Sur le plan sectoriel, bien que les pertes d'emplois se constateraient dans les secteurs formel et informel, les secteurs du commerce de gros et de détail et des services subiraient des pertes d'emplois les plus importantes.

Cette situation milite pour une relance économique avec des réformes structurelles capables de capitaliser sur les avantages comparatifs du Gabon. C'est le cas de l'économie verte de manière générale ; c'est aussi le cas de l'agriculture durable de manière spécifique pour réduire la dépendance alimentaire du pays qui a été mise en relief par la COVID-19.

IMPACTS SUR LE PLAN SOCIAL

Situation Pré-COVID-19

Entre 1990 et 2018, l'Indice de Développement Humain (IDH) du Gabon a progressé de 0.619 à 0.702, soit une hausse de 13,4%, ce qui le place dans la catégorie « Développement humain élevé » et au 115ème rang sur 189 pays et territoires. Ainsi, depuis 1990, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 5.2 années, la durée moyenne de scolarisation de 4 années, et la durée attendue de scolarisation de 1.1 années. Toutefois, l'IDH du Gabon recule à 0,544 si l'on tient compte des inégalités. Cette perte de 22.5 % donne une idée du niveau des inégalités qui se retrouvaient déjà dans les composantes de l'indice (espérance de vie, éducation, revenu) sans tenir compte de l'impact COVID-19.

L'incidence de la pauvreté est estimée à 33% au niveau national d'après l'enquête de 2017. Elle présente de grandes disparités entre les zones urbaines et rurales avec respectivement une incidence de 29% (21% dans la capitale Libreville et 22,3% à Port Gentil) et de 60%. Sur le plan sanitaire, des efforts sont notés dans les domaines des soins prénatals, de la couverture vaccinale, des infections respiratoires aiguës, de la lutte contre le VIH/SID et la tuberculose. Concernant l'éducation, des disparités sont notées au niveau de l'accès en fonction du niveau social. En effet, les données disponibles révèlent que 90% des riches accèdent à l'éducation contre 77% pour les pauvres. Au niveau rural, l'ensemble des riches accèdent à l'éducation contre les 3/4 des pauvres.

L'Impact de la COVID-19 sur pauvreté et inégalités

Toute restriction dans la capacité de travailler et de gagner sa vie exerce une pression sur les familles et leurs perspectives de consommation. Cette situation touche tous les travailleurs, mais elle est encore plus vraie pour ceux du secteur informel caractérisés par l'absence de protection sociale et la précarité de l'emploi. Ces travailleurs se situent souvent dans les premiers déciles de revenus dont la perception est souvent remise en cause en cas d'arrêt de

travail (confinement total, activités non autorisées lors du confinement partiel, perte d'emploi etc.). Il en est de même des petits agriculteurs des zones rurales qui ont vu se rétrécir leurs débouchés dans les zones urbaines, en particulier à Libreville.

Il convient de rappeler que la perte d'emploi touche plus particulièrement les travailleurs non-qualifiés avec comme principale conséquence une hausse de la pauvreté, qui passerait de 33% en 2017 à 35% en 2020. Les déciles les plus pauvres subiraient une plus grande baisse de leur consommation comparativement aux déciles les plus riches (14% contre 11%). L'ampleur de la baisse de la consommation pour les ménages pauvres est telle qu'elle pourrait les pousser dans une situation de précarité extrême.

Éducation et développement humain

Les différents cycles scolaires (préscolaire, primaire, secondaire, universitaire, technique et professionnel) sont fermés depuis le mois de mars 2020. Les solutions envisagées avec l'enseignement à distance (à laquelle l'ONU au Gabon a déjà contribué massivement) ont contribué à réduire l'impact, mais elles ne peuvent espérer l'avoir éliminé. Cette fermeture d'écoles, combinée à la situation économique difficile, risque de saper les aspirations, d'aggraver les inégalités et d'avoir des conséquences à long terme difficilement réversibles. Une étude menée au Pakistan, après le tremblement de terre de 2005, montre que les pertes d'apprentissage à long terme sont de loin supérieures aux pertes d'apprentissage à court terme dues à la fermeture des écoles. Cette analyse montre que les enfants ayant raté 3 mois de scolarisation pendant le tremblement de terre ont perdu l'équivalent d'une année de demi de scolarisation de 4 ans.

Si toutes les dispositions ne sont pas prises, la COVID-19 pourrait créer des dommages difficilement rattrapables sur le plan du développement humain. Même s'il est encore difficile, en plein milieu de la crise sanitaire, d'avoir une idée précise de l'impact sur des variables lourdes telles que l'espérance de vie (vu le nombre

relativement peu élevé de décès directement reliés à la COVID-19), l'impact sur le revenu national brut par habitant est perceptible avec un recul de de 6,4 % en 2020 (effet combiné du choc économique et de la croissance démographique). La situation devient encore plus difficile si l'on prend en considération les pertes d'apprentissage qui découlent de la fermeture des écoles. Les enfants des ménages déjà pauvres sont les plus vulnérables à cette fermeture ; le retard engendré dans la réalisation des résultats de l'apprentissage est un puissant levier de la perpétuation de la pauvreté intergénérationnelle.

D'après le PNUD, la combinaison de la fermeture des écoles et de la situation économique difficile baisserait l'indice de développement humain (IDH) du Gabon de 0,7 en 2019 à 0,6775 en 2020.

Accès limité à l'assainissement et à l'eau potable

Malgré les progrès en matière d'accès à l'eau potable, il existe de fortes disparités en termes de couverture, notamment dans les zones rurales. L'enquête sur la pauvreté de 2017 estime le taux d'accès à l'eau potable à 80,8% sur l'ensemble du pays avec 36,8% pour le milieu rural et 96,3% en moyenne pour les zones urbaines.

Les trois grandes villes du pays (Libreville, Port-Gentil et Franceville) affichent des taux proches de 100% avec toutefois des coupures d'eau intempestives. L'eau est souvent indisponible dans les quartiers, en particulier ceux « dits sous intégrés », réduisant ainsi l'efficacité de la prévention de la COVID-19 portant sur le lavage régulier des mains avec du savon.

Concernant ce dernier point sur le lavage des mains, il n'existe pas de données disponibles. Toutefois, les données sur le milieu rural font état de déficits graves en matière d'évacuation des eaux usées et des excréta, et de ramassage des ordures. Le pourcentage des ménages évacuant leurs ordures de manière adéquate est de 9,1% en milieu rural contre 60,5% en milieu urbain.

La mesure de gratuité en faveur des couches les plus défavorisées prise par le gouvernement, bien qu'elle soit louable, ne permet pas

l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement. En effet, elle ne résout pas les dysfonctionnements dans la production et la distribution.

Il en est de même de l'installation d'équipements de lavage des mains dans les centres de santé et les lieux publics pour renforcer la prévention contre la contamination des populations. Selon l'enquête SARA menée en 2015, seulement 51% des structures sanitaires (publiques et privées) disposent de l'eau potable. Sur le plan de l'assainissement, les systèmes individuels (fosses septiques, puisards, latrines) sont peu performants et sont sources d'insalubrité.

Alors que le Gabon s'est engagé à accélérer le droit à l'eau potable et à l'assainissement, la COVID-19 fait peser de fortes contraintes sur l'atteinte des cibles de cet ODD. Lever ces contraintes nécessite de faire face à l'urbanisation anarchique et au fort exode rural. Il s'agit aussi de pallier les déficiences en matière de coordination intersectorielle, de capacité d'intervention, d'appropriation communautaire et de décentralisation des moyens d'intervention.

Capacité du système de santé

La couverture géographique du pays en formations sanitaires publiques est relativement bonne avec un système de surveillance pyramidal à trois niveaux : (i) les établissements primaires (dispensaires, centres de santé etc.), (ii) les établissements secondaires (directions régionales de santé, services spécialisés, centres hospitaliers régionaux) et (iii) les établissements tertiaires (services de diagnostic, programmes nationaux, instituts de recherche, 3 hôpitaux basés à Libreville). Ce système couvre l'ensemble des 10 Régions et 51 Départements Sanitaires. Il existe près de 700 structures de premier contact entre la population et le système de santé (dispensaires, infirmeries, cabinets de soin etc.) et 4 centres hospitaliers universitaires.

Concernant la gestion des crises sanitaires, le Gouvernement a adopté en 2012 un plan de national de préparation multirisques.

Pour faire face aux maladies à caractère épidémique, il a mis en place un Comité Interministériel de gestion des épidémies, une plateforme nationale de gestion des risques et de réduction des catastrophes et un Comité Opérationnel de Réponse aux Epidémies. Il a par ailleurs renforcé ses capacités techniques pour la détection des maladies à potentiel épidémique à travers plusieurs structures et institutions : (i) Institut d'Epidémiologie de Lutte contre les Endémies (IELE), (ii) Laboratoire d'analyse médicale et de microbiologie, des centres de recherches médicales (CIRMF et CERMEL).

Le manque d'exhaustivité dans les données ne permet pas d'apprécier si l'attention accordée à la riposte à la COVID-19 a des conséquences sur la prise en charge des autres maladies. Mais il est anecdotique de constater qu'elle a déjà de graves conséquences. Il s'agit notamment de :

- **L'impact de la COVID-19 sur le personnel de santé (cas de contamination ou peur de la contamination) ;**
- **Les éventuelles ré-allocations de ressources financières des programmes traditionnels de santé au profit de la lutte contre la COVID-19 et les conséquences à court et à moyen terme sur lesdits programmes ;**
- **Les conséquences de la COVID-19 sur la fréquentation des structures sanitaires et la prise en charge d'autres maladies (paludisme, VIH/SIDA, tuberculose, hypertension, diabète etc.) ;**
- **L'impact de la COVID-19 sur la mise en œuvre des programmes essentiels de santé tels que le Programme Élargi de Vaccination (report éventuel de campagnes de vaccination pour éviter les rassemblements publics), la fourniture des soins de santé primaire etc.) ;**
- **L'éventuelle crise de confiance de la population à l'égard des structures sanitaires par peur d'être contaminés en s'y rendant.**

Les conséquences de cette crise de confiance sur les risques de non-prise en charge de pathologies graves pouvant conduire à des décès ou à des complications.

Impact sur la Cohésion Sociale

Le Gabon a connu une histoire pacifique et unie - une exception dans une sous-région de l'Afrique qui a connu ses problèmes au fil des ans - et cela a largement contribué à son développement relativement réussi. Cependant, cette cohésion a commencé à être remise en cause dès les premiers moments de la crise économique, il y a près de dix ans. Et elle a subi un nouveau revers lors des contestations entourant les élections de 2016.

Où que l'on regarde dans le monde, COVID-19 a aggravé les tensions sociales. Au Gabon, comme ailleurs, les **#fakenews** ont proliféré (tantôt jetant le doute sur le virus, tantôt répandant le charlatanisme ou le blâme à tort). La violence sexiste - déjà une tache pour ce pays moderne et fier avant la pandémie - a encore augmenté pendant le confinement. **Les femmes et les filles sont en première ligne : en tant que leaders politiques, économiques et sociales, en tant que travailleuses de la santé, en tant qu'acteurs économiques et en tant que chefs de famille.** La souffrance économique a accru les menaces de grève et le mécontentement populaire. Parfois, associées à la crainte d'un virus « **venu d'outre-mer** », elles ont également entraîné une montée de la xénophobie dans ce pays généralement très tolérant et ouvert, **avec peut-être jusqu'à un tiers de sa population originaire d'autres pays.** Si le Gabon reste un pays en paix, il ne fait aucun doute que **la COVID-19 exerce des lourdes pressions sur sa précieuse cohésion sociale.**

ANALYSE DE LA RIPOSTE ACTUELLE AU COVID-19

PREMIÈRES ACTIONS GOUVERNEMENTALES

Suite au premier cas de COVID-19 dans le pays le 12 mars, les actions du Gabon pour contenir la propagation de COVID-19 ont été précoces et résolues. Dès les premiers cas en mars 2020, les mesures de confinement ont permis de contenir la maladie et de gagner un temps précieux pour renforcer la réponse sanitaire.

Bien que la propagation du virus n'évolue pas à la même vitesse que dans les pays industrialisés, le gouvernement gabonais a pris d'importantes mesures de santé publique pour la contenir. A cet effet, il a élaboré son **Plan National de Riposte au COVID-19** dont le but est de rompre la chaîne de transmission du virus en vue de protéger les populations contre les impacts d'une éventuelle propagation de la maladie. De manière spécifique il s'agit de :

- **Assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des activités ;**
- **Renforcer la surveillance épidémiologique pour assurer une détection précoce des cas d'infection liée au COVID-19 ;**
- **Intensifier la communication sur les risques d'infection ainsi que la participation des communautés aux mesures de préparation et de riposte y compris l'identification précoce des cas suspects ;**
- **Assurer l'isolement rapide des cas suspects et la prise en charge des cas confirmés ;**
- **Renforcer les mesures de prévention et de contrôle dans les structures sanitaires et communautaires (sensibilisation, hygiène et gestes barrières) ;**
- **Assurer un appui logistique et des conditions de travail optimales aux équipes en charge de la riposte.**

La mise en œuvre de ce plan national est coordonné par un Comité de Pilotage présidé par le Premier Ministre, assisté d'un **Comité Technique**, composé des médecins de la Santé Publique et de la Santé militaire, et d'un **Comité Scientifique**. Depuis mai 2020, cette structuration a été supervisée par la mise en place **d'une Task Force Présidentiel**. Il comprend aussi le renforcement de la surveillance épidémiologique (surveillance basée sur les évènements, renforcement des capacités des acteurs de la santé, revue des procédures opérationnelles...), la meilleure gestion des points d'entrée au Gabon (aéroports, ports et points d'entrée terrestres) et la dotation d'équipements de détection rapide (caméras thermiques, thermo-flash, kits de diagnostic, salle d'isolement...).

Le Gouvernement a notamment rapidement adopté un **Plan de riposte sanitaire national** appuyé par les Nations Unies et les PTFs. Des messages constants ont renforcé le respect des mesures

de confinement qui, bien qu'elles ne soient pas totales ou uniformes dans tout le pays, ont également permis de limiter la propagation.

Dans un deuxième temps Le Plan National de riposte sanitaire a été élargi, en englobant des mesures de résilience économique, sociale et macroéconomique (à hauteur d'environ US\$700 millions).

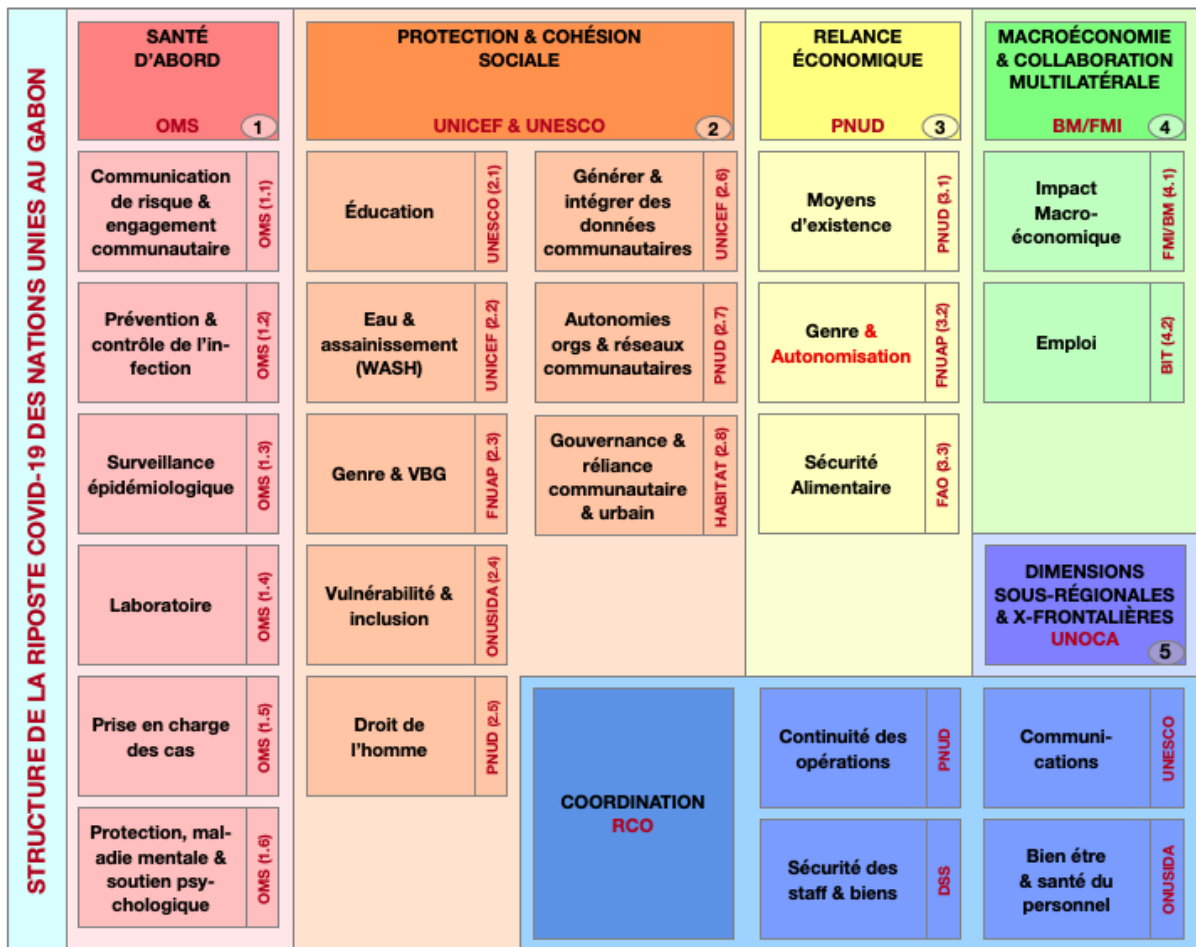
Cependant la mise en place de certaines de ces mesures a été ralentie ou n'a pas vu la lumière du jour à cause de difficultés de planification et lenteur dans le décaissement des fonds.

PREMIÈRES ACTIONS DES NATIONS UNIES

En mars 2020, le Secrétaire général des Nations Unies a publié son rapport « **Shared responsibility, global solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVID-19** ». Ce Rapport s'articule autour de cinq grands piliers qui structurent la riposte des Nations Unies au niveau mondial :

- **Sante d'abord ;**
- **Protection Sociale ;**
- **Relance économique ;**
- **Réponse macroéconomique et Coopération multilatérale ;**
- **Cohésion Sociale et résilience communautaire**

Immédiatement après, l'ONU Gabon a lancé **un exercice de critique des programmes** pour déterminer comment nous devrions immédiatement redéfinir les priorités et réorienter notre programmation afin de mieux soutenir le Gabon et son peuple pour la crise à venir. Pour soutenir les efforts du gouvernement, UN Gabon a aussitôt adopté la version intérimaire du Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19, notamment en structurant sa riposte à la pandémie autour des mêmes cinq piliers proposés. Le schéma ci-dessous montre la structure organisationnelle à travers laquelle l'ONU Gabon a été réorganisée depuis le début de l'épidémie :



Structure réorganisée de la réponse de l'ONU depuis mars 2020

Sur cette base, entre mars et août, **UN Gabon a pu ainsi affecter un total de US\$12.5 millions à des interventions urgentes de riposte COVID-19**, repartis de la façon suivante : un exercice de criticité des programmes a permis une **réallocation rapide de US\$2 millions** (i.e. environ 20% du budget global déjà disponible en 2020) envers des activités urgentes de réponse à la COVID-19. De plus **UN Gabon a pu mobiliser un montant additionnel de US\$10.5 millions de dollars supplémentaires** (dont US\$6 millions mobilisés auprès de la Banque Mondiale pour l'achat des équipements et intrants sanitaires d'urgence).

Par ailleurs, à la demande du Premier Ministre, le Coordonnateur Résident a aussi activé **une structure légère de coordination de la riposte COVID-19, impliquant les principaux partenaires actifs dans ce domaine**, à savoir le FMI, la BM, l'UE, la BAD, l'AFD, la BEI. Des réunions bi-hebdomadaires ont pu permettre une

meilleure coordination et une majeure visibilité par rapport à l'ampleur et les différentes sources de financement dans le cadre de la riposte COVID-19.

Sur cette base, voici un état de lieu provisoire de la riposte à la pandémie par pilier, suivi par une analyse des gaps principaux par secteur.

ANALYSE DE LA RIPOSTE COLLECTIVE

Pilier Sante d'abord (ODD 3)

En matière de protection sociale, sur les 10 produits identifiés dans le Cadre de riposte des Nations Unies, le Gouvernement est pour le moment actif dans 7 produits, à savoir : la prévention et contrôle des infections (Produit 1) ; Laboratoire (Produit 2) ; Surveillance épidémiologique (Produit 3) ; Surveillance des points d'entrée (Produit 5) ; Investigation des cas et réponse rapide (Produit 6) ; Coordination (Produit 7) ; Implémentation des programmes et assistance technique (Produit 11); Communication (Produit 12).

Dans le cadre de ces produits **des nombreux projets sont déjà financés et en cours de mise en œuvre à hauteur de US\$ 185 millions** (montant agrégés au niveau du Gouvernements, PTF et UN Gabon).

Sachant que certaines de ces produits montrent une plus forte concentration de financement, à savoir le Produit 1, le Produit 7 et le Produit 12, aucun financement n'est pour le moment disponible dans le cadre des produits suivants, pour lesquels des fonds sont recherchés, et notamment les Produits 5, 6, 11 et 12.

Par ailleurs, les produits suivants ne font pour l'heure pas partie d'initiatives pour lesquelles des financements sont recherchés, malgré leur importance clés dans le cadre de la riposte. Ces produits sont : la communication des risques et engagement communautaire (Produit 4) ; Logistique et management (Produit 8) ; Protection de la maladie mentale et soutien psychologique

(Produit 9) ; Fournir un soutien analytique et politique et des conseils techniques rapides (Produit 10).

Il est important de souligner que par rapport aux nouveaux fonds mobilisés par UN Gabon dans le cadre de la riposte au COVID-19 (US\$12.5 millions), **environs US\$8 millions représentent des nouvelles ressources mobilisées par l'OMS pour renforcer la capacité du secteur de la santé à répondre à la pandémie**, y compris à travers l'accord tripartite signé entre le Gouvernement, l'OMS et la BM, par lequel l'OMS a été désignée comme l'agence bénéficiaire de US\$ 6 millions mis à disposition par la Banque Mondiale pour l'achat d'équipements de santé COVID-19 au bénéfice du gouvernement. Il s'agit d'un partenariat très stratégique et novateur qui place l'ONU au cœur de la réponse COVID-19 dans le pays.

Les PTF (Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et la Banque Africaine de Développement) soutiennent le Gouvernement pour la plupart par les biais de l'appui budgétaire. En effet, la plupart de **l'appui budgétaire fourni jusqu'à présent, qui s'élève à un total de US\$ 565,250,000**, est consacré à la riposte sanitaire, comme par exemple c'est le cas pour le Fond Monétaire International, qui a jusqu'à présent fourni un appui budgétaire à hauteur de US\$300 millions.

Analyse des gaps - Sur la base de cette analyse, il ressort qu'en matière de « santé d'abord » des gaps importants restent à combler, à la fois thématiques et budgétaires, notamment dans les domaines prioritaires suivants :

- **Continuité de services sanitaires essentiels afin d'éviter que les avancées enregistrées jusqu'à présent dans des secteurs de santé clés, tels que la santé reproductive, la couverture vaccinale, les infections respiratoires aiguës, la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose, ne soient remises en cause par la pandémie;**

- **Renforcement de la préparation aux pandémies actuelles avec un accent particulier sur la production et acquisition d'un vaccin COVID-19 dès que disponible ;**
- **Renforcement des capacités de récolte et analyse de données notamment par rapport aux populations les plus vulnérables aux pandémies ;**
- **Renforcement des capacités en matière de préparation aux pandémies futures, notamment par les biais de la planification pour un renforcement d'infrastructures, équipements et chaîne d'approvisionnement ainsi que des ressources humaines dans le secteur de la santé ;**
- **Mise en place d'un système de gestion écologique des déchets toxiques (COVID-19 et autres) afin de sauvegarder l'environnement sanitaire au tour des populations mais aussi pour promouvoir une économie verte et circulaire.**

Protection Sociale (ODD 3, 4, 5, 6, 8, 11)

En matière de santé, sur les 12 produits identifiés dans le Cadre de riposte des Nations Unies, le Gouvernement est pour le moment actif dans 8 produits, à savoir : Élargir les systèmes de protection sociale résilients et favorables aux pauvres (Produit 1) ; Maintenir les services alimentaires et nutritionnels essentiels (Produit 2) ; Assurer la continuité et la qualité des services d'eau et d'assainissement (Produit 3) ; Assurer un apprentissage soutenu pour tous les enfants et adolescents, de préférence dans les écoles (Produit 4) ; Investigation des cas et réponses rapides (Produit 6) ; Soutien à la gouvernance, aux libertés fondamentales et à l'état de droit (Produit 7) ; Gouvernance & résilience des communautés urbaines (Produit 10).

Dans le cadre de ces produits des projets sont déjà financés et en cours de mise en œuvre **à hauteur de US\$ 267 millions** (montant agrégés au niveau du Gouvernement, PTF et UN Gabon).

Sachant que certaines de ces produits montrent une plus forte concentration de financement, à savoir le Produit 4 sur l'éducation à distance (financé à hauteur de US\$98 millions) et le Produit 9 sur la résilience communautaire urbaine (financé à hauteur de US\$150 millions), pour ce qui est du Produit 5, par contre, à savoir Soutenir la continuité des services sociaux et l'accès aux réfugiés, aucun financement n'est pour le moment disponible. Des financements importants sont également recherchés dans le cadre des Produits 1,3 et 4, qui restent largement sous-financés. Au total le gap pour les produits 1,3,4, et,5 s'élève actuellement à US\$420 millions.

Par ailleurs, les produits suivants ne sont pour l'heure pas suffisamment pris en compte : Maintenir les services alimentaires et nutritionnels essentiels (Produits 2) ; Améliorer Gouvernance du marché du travail & Autonomiser les organisations (Produits 8). C'est le cas particulièrement **du projet conjoint du Ministère de l'Agriculture et UN Gabon « familles vertes » qui compte déjà 8,000 familles sur tout le territoire national** en mesure, grâce à ce projet, d'assurer leur autosuffisance alimentaire. Ce projet représente une grande opportunité dans le contexte de la dépendance alimentaire du Gabon, amplifié par la pandémie de la COVID-19. En effet, il s'agit d'un projet très rentable, qui permet une grande optimisation des ressources disponibles (US\$100,000 pour l'heure permettant de couvrir 8,000 familles).

De même, le manque de projets dans le produit 8 devrait attirer une attention particulière au regard du chômage structurel du Gabon. D'un point de vue général, ces projets mériteraient tout de même à être renforcés pour mieux cadrer avec les orientations du rapport du Secrétaire Général des Nations Unies.

La Communication demeure une lacune presque constante en termes de projets et financements et elle doit être comblée systématiquement au sein de chaque pilier.

Finalement, l'on remarque au sein des projets et priorités en cours une carence importante d'interventions en matière de protection sociale et budgétisation sensibles au genre or que les femmes, les

jeunes filles et les enfants sont les groupes, les plus vulnérables en temps de COVID-19, car le plus exposée au VBG et à la perte de revenus. Une attention particulière doit donc être consacrée à rééquilibrer les interventions en cours et démarrer des nouvelles interventions de protection sociale renforcée à l'égard des femmes et des jeunes filles.

Analyse des gaps - Sur la base de cette analyse, il ressort qu'en matière de "Protection Sociale" des gaps importants restent à combler, à la fois thématiques et budgétaires, notamment dans les domaines prioritaires suivants :

- **Renforcer le dispositif pour la prise en charge des violences basées sur le genre (VGB) et abus faits aux femmes et aux enfants mis en place par Un Gabon en collaboration avec le Ministère de la Justice, sous la forme d'une "ligne verte" pour les victimes ou les femmes et enfants à risque de VGB. Ces interventions doivent être accompagnés par des vastes campagnes nationales contre les VBG ainsi que des sensibilisations ciblées à l'envers de la classe politique, les FDS, et les groupes vulnérables. Dans ce cadre les réseaux déjà existants pour la mise en œuvre de la résolution 1325 et le chapitre gabonais du réseaux African Women Leadership Network (AWLN), récemment mis en place, entre autres, représentent des atouts importants de plaidoyer ;**
- **Renforcer les actions en matière de continuité des services d'état civil, et notamment l'enregistrement des naissances, qui souffrait déjà de problèmes structurels avant la COVID et qui a connu davantage des insuffisances en période de confinement et « lockdown ». Le Programme Conjoint Joint SDG Fund en la matière a été partiellement réorienté de la région forestière vers la capitale, mais il s'avère insuffisant pour faire front aux nouveaux défis en période de COVID-19.**
- **Un domaine qui reste largement découvert est celui des subventions et bons alimentaires pour les groupes**

vulnérables et notamment les femmes vulnérables, y compris les femmes chefs de famille, faute de base de données fiables et exhaustive par rapport à ces groupes.

- Malgré le secteur de l'éducation à distance représente une bonne partie des financements en cours sous le pilier protection sociale (notamment 32%), ce qui a permis jusqu'à présent à 150,000 élèves de bénéficier de l'éducation à distance, les efforts en cours n'ont pas permis un ciblage véritable des étudiants des couches les plus vulnérables, qui n'ont ni accès à une connectivité ni à la télévision, et notamment parmi eux les groupes des jeunes filles faute de financements adéquats et de base de données fiables pour l'identification de ces enfants.
- Afin de pallier au manque de données fiables, il faut urgemment combler la lacune en matière de base de données par rapport aux groupes vulnérables, notamment ceux qui ne sont pas inscrit à la CNAMGS (le système de sécurité sociale gabonais) soit à cause du manque de documents d'identité, ou de par leur statut de migrants ou réfugiés, etc...La mise en place de ces bases de données permettra un ciblage beaucoup plus efficace des groupes les plus vulnérables, et notamment les femmes et les enfants en temps de COVID pour une meilleure couverture sociale. Ces données seront également utiles en matière sanitaire et de l'éducation.
- Enfin et surtout, il sera très important de développer davantage des actions de protection sociale ciblées à l'envers des populations étrangères (qui au Gabon représente plus que 30% de la population) , et notamment les femmes et les enfants (surtout les mineurs non-accompagnés en transit).

Relance économique

En matière de relance économique, sur les 9 produits identifiés dans le Cadre de riposte des Nations Unies, le Gouvernement est pour le

moment actif dans 7 produits, à savoir : Conseil stratégiques et soutien aux programmes intégrés spécifiques au pays (Produit 1) ; Intensification des programmes à forte opportunités d'emplois (Produit 2) ; Évaluations socio-économiques rapides et sensibles au genre et diagnostic du marché du travail et de l'environnement des affaires (Produit 3) ; Conseils sur les solutions de développement basés sur l'environnement y compris pour les PME (Produit 4); Investissement pour améliorer la qualité de la main d'œuvre nationale, l'employabilité, la productivité et les conditions de travail des Micro et PME (Produit 5) ; Protéger Les emplois, les petites et moyennes entreprises et les acteurs productifs les plus vulnérables durant la période du COVID-19 (Produit 7) ; Protéger Les emplois, les petites et moyennes entreprises et les acteurs productifs les plus vulnérables durant la période du COVID-19 (Produit 8).

Dans le cadre de ces produits des projets sont déjà financés et en cours de mise en œuvre à hauteur de US\$ 98 millions (montant agrégés au niveau du Gouvernements, PTF et UN Gabon).

Le Produit 2 montre la plus forte concentration de financement (US\$71 millions) pour la mise en place des projets majeures suivants : renforcement des industries culturelles et créatives (PSRIC), le renforcement des capacités des jeunes (rénovation des plateaux techniques), l'apprentissage aux métiers du transport. Les autres 2 produits qui présentent la plupart des financements sont le produits 5 et 1. Au regard du produit 1, UN Gabon appui le Gouvernement dans les domaines clés suivants : (i) appui aux artistes à travers la mise en place d'un fonds de soutien, (ii) renforcement des services d'information sur le climat pour le développement résilient et l'adaptation au changement climatique au Gabon, (iii) amélioration de la production de la pêche et de l'aquaculture a été retenu.

En revanche, la dotation en projets est faible voire inexistante pour les produits 4 « Conseils sur les solutions de développement basés sur l'environnement y compris pour les PME », 6 « Appui technique aux Micro et PME de femmes », 7 « Protéger Les emplois, les petites et moyennes entreprises et les acteurs productifs les plus

vulnérables durant la période du COVID-19 » et 9 « Communication ».

Par ailleurs, 24 projets sont toujours à la recherche de financement à hauteur de 59 milliards de FCFA. On note 3 projets dont les besoins en financement n'ont pas pu être évalués.

A la lumière de cette revue, on note que la relance économique va nécessiter un nouveau regard sur le soutien à certains secteurs, notamment celui des PME, avec un accent particulier sur celles dirigées par des femmes, qui sont les plus vulnérables en temps de COVID-19.

Par ailleurs, bien que ces projets soient en droite ligne avec certains ODD (1, 2, 8, 12, 15), les gaps identifiés constituent un réel handicap à une relance économique qui se veut forte inclusive et durable. C'est le cas de la sécurité alimentaire (produit 8), qui ne reçoit que 6% des allocations alors que le Gabon continue à être dépendant alimentaires malgré ses énormes potentialités agricoles. Cette dépendance alimentaire du Gabon envers ses voisins du Cameroun et du Congo est accentuée par la pandémie du COVID-19.

Analyse des gaps - Sur la base de cette analyse, il ressort qu'en matière de "Relance économique" des gaps importants restent à combler, à la fois thématiques et budgétaires, notamment dans les domaines prioritaires suivants :

- **Dans le cadre du secteur privé, protection des Petites et Moyennes Entreprises (PME), avec un accent particulier sur l'emploi des femmes au sein des PME et les PME dirigées par les femmes ;**
- **Protection de l'emploi dans le secteur informel avec un accent particulier sur l'emploi des femmes ;**
- **Soutenir et renforcer les incubateurs numériques, qui en période COVID-19 auront un rôle très important à jouer pour accélérer la transformation économique du pays vers un modèle de e-economy;**

- **Renforcer la collecte de données et statistiques sur l'impact du COVID-19 sur les PME, et sur l'emplois dans le secteur informel notamment par rapport à la situation des femmes;**
- **Renforcer l'appui aux activités de diversification économique avec un accent particulier sur les emplois "verts", à savoir le programme "familles vertes", Aquaculture et le business agro-forestier ;**
- **Protéger l'emplois dans le secteur privé en le rendant "à preuve de COVID-19", en mettant en adéquation les locaux et bureaux de travail, etc. ;**
- **Protéger et renforcer le commerce sous-régional et la chaîne de valeurs de production pour contrer les effets négatifs issus de la clôture des frontières et la limitation des échanges sous-régionaux et internationaux, vu la forte dépendance du pays des échanges et importations de l'étranger.**

Réponse macroéconomique et Coopération multilatérale (tous les ODD)

En matière de réponse macro-économique et coopération régionale, sur les 9 produits identifiés dans le Cadre de riposte des Nations Unies, le Gouvernement est pour le moment actif seulement dans 3 produits, à savoir : Services d'analyse, de conseil et d'assistance technique (Produit 1) ; Renforcement de l'assistance technique aux États membres pour améliorer la base de données factuelles pour l'élaboration des politiques, y compris dans les interventions d'urgence (Produit 2) ; Appui Budgétaire (Produit 7).

Dans le cadre de ces produits des projets sont déjà financés et en cours de mise en œuvre à hauteur de US\$ 572 millions, dont la presque totalité (US\$565 millions) découle de l'appui budgétaire fourni au Gouvernement jusqu'à présent par le FMI, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de développement.

Le Produit 7 montre donc la plus forte concentration de financement (US\$565 millions). La majeure partie de ces financements sont destinées à des initiatives dans le cadre du pilier « sante d’abord ». Cependant une partie de ces fonds est réservée à la relance budgétaire et fiscale, notamment à la faveur des entreprises et à la relance économique. A titre d’exemple sur les US\$300 millions fournis par le FMI à l’état Gabonais jusqu’à présent, US\$180 millions sont consacré à la relance économique et notamment en appui aux entreprises.

Ceci dit, selon les projections du FMI, afin de couvrir le budget de l’état pour faire face au COVID-19, **il existe encore un gap de US\$113 millions à combler.**

En termes de gaps, il est évident que certains produits ne sont pour l’heure, pas couverts, à savoir : Conseils sur le suivi des dépenses sociales et la cartographie des budgets pour les priorités de développement social afin d’aider les gouvernements à rééquilibrer les dépenses publiques (Produit 3); Réalisation d’évaluations d’impact complètes au niveau des ménages et réalisation d’analyses d’impact socio-économique spécifiques à la crise (Produit 4); Continuité des opérations (Produit 5); Sécurité des Staffs et des Biens (Produit 6); Bien-être et santé du personnel (Produit 8); Communication (Produit 9).

Au-delà de la spécificité des produits, en matière de politiques macro-économiques, la COVID a mis en exergue la crise du modèle économique du Gabon au sens large, et notamment sa grande dépendance du secteur pétrolier, qui constitue toujours une proportion importante des recettes de l’état. Le Gouvernement est très conscient de la nécessité de revoir le modèle économique du Gabon afin de promouvoir une diversification de l’économie, notamment vers un modèle d’économie verte. La crise économique engendrée par le COVID rend urgente la transformation du modèle économique du Gabon de « marron » a « vert ». Ceci passe par un dialogue stratégique entre le Gouvernement du Gabon est ses partenaires afin d’aligner tous les flux financiers du pays de façon stratégique et cohérente vers cette transformation.

Analyse des gaps – Sur la base de cette analyse, il ressort qu'en matière de "Réponse Macroéconomique et coopération multilatérale" les gaps les plus importants sont les suivants :

- **Redoubler les efforts en matière de relance budgétaire et fiscale au profit des entreprises et des ménages ainsi qu'en matière de politique monétaire afin de stimuler l'économie de façon adéquate ;**
- **Promouvoir et financer davantage la e-gouvernance qui contribuera à assurer la bonne gouvernance et efficacité et redevabilité des allocations et dépenses dans le secteur public, ce qui permettra de faire des économies en augmentant les recettes de l'état ;**
- **Conduire un exercice de INFF « vert » et « rose » (y compris une budgétisation sensible au genre) pour lequel des financements sont déjà disponible auprès de UN Gabon dans le cadre du Joint SDG Fund (Composante 1) et assurer des financement pour la suite de cet exercice essentiel afin d'accélérer la transformation vers une économie verte;**
- **Accélérer la mise en place/revitalisation d'un cadre de concertation et coordination entre le Gouvernement, les PTFs et le secteur privé afin de promouvoir un dialogue stratégique sur la relance économique et la gestion de la dette nationale ;**
- **Approfondir la coopération macro-économique et monétaire régionale dans le cadre de la CEEAC et la CEMAC et en ligne avec la stratégie régionale de la CEEAC de riposte à la COVID-19.**

Cohésion Sociale et résilience communautaire (ODD 16 & LNOB)

En matière de Cohésion sociale et résilience communautaire, sur les 3 produits identifiés dans le Cadre de riposte des Nations Unies, le Gouvernement est pour le moment actif dans 2 produits, à savoir :

Dialogue social inclusif, plaidoyer et engagement politique (Produit 1) ; Renforcer la résilience, la participation et la prestation de services équitables de la communauté (Produit 2).

Dans le cadre de ces produits quelque projet est déjà financé et en cours de mise en œuvre **à hauteur de US\$ 14 millions** (montant agrégés au niveau du Gouvernements, PTF et UN Gabon), **ce qui représente l'allocation budgétaire la plus faible par rapport aux autres piliers.**

Constatant qu'au Gabon, comme dans le monde entier, la pandémie COVID-19 et les mesures de santé publique restrictives qui en ont nécessairement découlé ont entraîné une aggravation des tensions sociales et, parfois, une polarisation politique, le renforcement de la cohésion sociale reste une priorité urgente.

Le Produit 1 montre la plus forte concentration de financement (environ US\$11 millions), or que le produit 2 a une allocation budgétaire beaucoup plus faible (environ US\$ 1.6 millions).

Le Produit 1 inclue les projets de promotion de lutte contre le VIH/SIDA, d'appui aux ménages réfugiés, de mise en place des registres sociaux des personnes vulnérables (peuples autochtones), de sensibilisation sur les risques et de prise en charge psychosociale des personnels de santé, des adolescents et des familles infectées, appuyés en grande partie par UN Gabon. Le Produit 2 inclue des projets de renforcement des capacités des services de santé de la Mairie de Libreville qui met l'accent sur la promotion de la santé des adolescents ; un projet sur la gestion des conflits hommes-faunes.

Bien que ces projets soient en droite ligne avec les orientations du rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, des efforts restent à faire dans la prise en compte du produit 3 « Soutenir la gouvernance, les libertés fondamentales et le respect de la loi » pour lequel aucune intervention n'est prévue pour le moment.

On note tout de même qu'en dehors du produit 8 qui a des ramifications à l'intérieur du pays avec le projet « Conflit homme-

faune », les autres produits ne touchent que les zones urbaines, principalement Libreville. L'analyse des gaps permet de dénombrer 8 projets d'une valeur de US\$16.6 millions.

Dans l'ensemble donc ce pilier présente des gaps importants par rapport aux autres piliers et demeure sous-financé, or qu'il est essentiel afin de « reconstruire en mieux » suite à la pandémie, qui mine la cohésion sociale et la confiance des populations envers l'état et entres elles. En effet, à l'instar d'autres pays du monde, le Gabon a aussi connu pendant la pandémie, **l'augmentation d'actes d'intolérance, xénophobie et #fakenews au tour de la COVID-19, avec un impact négatif notamment sur les femmes vulnérables**, visant à déstabiliser le tissu social du pays, avec une augmentation de risque d'instabilité dans le pays. Par ailleurs, le pays est en fort besoin de renouveler son contrat social. Suite à la pandémie, il apparaît très important de renforcer la confiance entre le Gouvernement, les employeurs et les employés pour repartir sur des nouvelles bases, consensuelles et légitimes, de relance économique.

Dans un esprit de LNOB, UN Gabon a récemment obtenu un financement du Fond de Consolidation de la Paix (PBF) pour un programme transfrontalier entre le Gabon, le Cameroun et le Tchad visant à la mise en place d'un réseau transfrontalier de « jeunes tisserands de la paix » afin de promouvoir la cohésion sociale en temps de clôture des frontières et confinement, mais aussi d'augmentation d'activités illicites dans ces zones.

Analyse des gaps – Sur la base de cette analyse, il ressort qu'en matière de « Cohésion Sociale et engagement communautaire » des gaps importants restent à combler, à la fois thématiques et budgétaires, notamment dans les domaines prioritaires suivants :

- **Promouvoir et mettre en place un dialogue social inclusif entre le Gouvernement, les employeurs et les employés afin de définir un nouveau contrat social légitime et consensuel, qui servira de base pour la relance économique dans le pays ;**

- Appuyer un programme d'envergure pour la lutte contre l'intolérance, la xénophobie et les #Fake news , avec un accent particulier sur la protection des femmes en période de COVID-19 , tout en renforçant les capacités des media en matière de communication sensible aux conflits en temps de COVID-19 ;
- Redoubler les efforts pour un appui décentralisé aux collectivités locales en vue de renforcer la cohésion sociale dans les zones rurales en temps de COVID-19 ;
- Investir dans la participation des femmes dans les plans et stratégies nationales de réponse à la COVID-19, à travers le renforcement de l'engagement du leadership féminin en matière de prise de décision dans le cadre du COVID-19 ;
- Promouvoir l'engagement des femmes aux niveau communautaires et au niveau national afin de renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits sociaux qui sont potentiellement engendrés par le COVID-19 ;
- Au niveau régional et transfrontalier, il est important de se focaliser sur les régions transfrontalières, qui sont particulièrement vulnérables, avec des interventions ciblées visant à la consolidation de la paix et la prévention des conflits tout en tenant compte de la dimension du COVID-19.

CADRE DE RIPOSTE ET RELANCE SOCIO- ÉCONOMIQUE

Malgré les progrès importants mentionnés ci-dessus, deux faits donnent à réfléchir.

Premièrement, **malgré les mesures énergiques prises par le gouvernement et les partenaires pour pallier l'impact socio-économique de COVID-19 au Gabon, cet impact est déjà profond**. Il se fait sentir au niveau de l'individu, du ménage et de la nation dans son ensemble.

Deuxièmement, **l'impact sera de longue durée**. Bien que des progrès rapides soient réalisés en termes de gestion de COVID-19, de traitement et - en fin de compte - de vaccination, la prévention ou la guérison durable est encore à une distance mesurée en

années. Le Gabon sera confronté aux vents contraires d'une économie mondiale contractée et à ses conséquences aux niveaux national et local tout au long de 2021 et jusqu'en 2022. Cela met en péril les moyens de subsistance des individus et des familles, la capacité à répondre aux futures vagues de la pandémie, la transformation et la diversification économiques du Gabon et, fondamentalement, son voyage vers les objectifs de développement durable d'ici 2030.

En conséquence, les Nations Unies au Gabon continueront à placer la réponse à COVID-19 comme sa responsabilité principale pendant la même période. Notre réponse continuera à s'articuler autour des trois mêmes impératifs que le Secrétaire général a identifiés dans son premier cadre d'intervention COVID-19 de 2020 : **sauver des vies, protéger les personnes** et **reconstruire en mieux**. Et il sera organisé selon l'identification de « gaps » dans les cinq mêmes piliers qu'il a également identifiés dans le même document : **Priorité à la santé, Protéger les Populations, Réponse et reprise économiques, Mesures macro-économiques et collaboration multilatérale**, et **Cohésion sociale et résilience des populations**.

PRINCIPES DIRECTEURS ET ACCÉLÉRATEURS

Principes Directeurs

Un certain nombre de principes importants guident la sélection des priorités stratégiques dans ce cadre.

Appropriation et leadership nationale : les priorités de l'intervention de l'ONU doivent être conformes à la planification et aux priorités nationales - en particulier telles qu'elles sont exprimées dans le PSGE, le PRE et la planification nationale de riposte à la COVID-19.

Transparence et responsabilité : en conséquence, la réponse de l'ONU doit rester pleinement responsable devant le peuple et le gouvernement du Gabon et respecter des principes stricts de

transparence. Toujours vitale, cette exigence prend une importance particulière lorsqu'une pandémie mondiale accroît les niveaux d'anxiété, de suspicion et d'inquiétude dans le monde entier.

Ne laisser personne derrière : ce principe fondamental de l'Agenda de développement durable 2030 prend une importance encore plus grande dans le contexte de la COVID-19. Les pandémies s'attaquent aux personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de toute société, tant en ce qui concerne les paramètres de santé de base que le bien-être socio-économique au sens large.

Inclusion, genre et droits de l'homme : il s'ensuit que le cadre d'action des Nations unies doit accorder une attention particulière à toutes les dimensions de l'inclusion - géographique, identitaire, culturelle et, en particulier, de genre. La pandémie touche particulièrement les femmes, qu'il s'agisse de l'augmentation des taux de violence sexuelle et sexiste à la suite de mesures d'enfermement ou de la manière dont elle mine le rôle des femmes dans l'économie informelle. De même, le leadership des femmes - depuis la scène politique nationale jusqu'au foyer - est essentiel pour la combattre. De même, la dimension des droits de l'homme est cruciale - qu'il s'agisse de la lutte contre la violence sexuelle et sexiste ou de la stigmatisation des personnes atteintes ou soupçonnées d'être porteuses de la maladie.

Solutions intégrées : l'Agenda 2030 souligne la nature universelle et interconnectée du défi du développement durable. Les réformes du système de développement des Nations unies de 2018 réorientent le système des Nations unies pour relever ce défi. Et la nature globale de la pandémie COVID-19 souligne que seule une lutte sur plusieurs fronts peut contenir le virus et prévenir le pire de ses dommages socio-économiques.

Solutions transfrontalières et sous-régionales : les pandémies ignorent les frontières. Les solutions ne peuvent être véritablement efficaces que si elles dépassent les frontières, en tenant pleinement compte des actions des voisins et en les développant ensemble.

Reconstruire en mieux : l'injonction de « ne jamais gaspiller une bonne crise » est plus pertinente que jamais. Le COVID-19 nous a déjà contraints à des changements que nous n'aurions pas pu imaginer il y a un an. Ces changements vont de la modification radicale des comportements d'hygiène quotidiens (port de masque, lavage des mains) aux pratiques de travail (télétravail et solutions numériques). Il offre donc au Gabon une occasion inattendue de reconstruire avec des citoyens plus impliqués au quotidien dans leurs propres choix de vie, des institutions plus fortes et des solutions plus résistantes grâce à des approches fermement ancrées dans les technologies vertes et numériques.

8 Accélérateurs Fondamentaux de Nos Actions

Au fur et à mesure que nous avons déjà progressé dans le travail de notre riposte commune, cela nous a également permis d'identifier ce que nous pensons être les principales lacunes de la réponse globale à COVID-19, là où nous pensons que le système de développement des Nations Unies pourrait être le mieux à même d'offrir un soutien.

1. **Renforcer l'inclusion** – l'inclusion démocratique de toutes les dimensions de la population diverse et multiculturelle du Gabon est non seulement une obligation. En mobilisant toutes les forces et l'expertise disponibles au sein de la population, l'inclusion est en fait un accélérateur principal pour atteindre les SDG et, à court terme, pour rebondir de la COVID-19.
2. **Solutions sensibles au genre** – Le genre est la dimension du défi de l'inclusion la plus susceptible d'accélérer les SDG. Des recherches répétées montrent que le dividende du développement consiste à faire en sorte que les plus de 50 % de la population constituée de femmes et de filles soient pleinement habilités à contribuer et à diriger. L'égalité des sexes est particulièrement importante dans le cadre de COVID-19, où les femmes doivent amener leur foyer, leur

communauté et leur pays à lutter contre un virus qui attaque sans distinction les sphères publique et privée.

3. **Adopter une approche verte transversale** – l'économie verte est l'avenir du Gabon. La crise COVID-19 peut devenir une opportunité de la concrétiser, en aidant le Gabon à « reconstruire en mieux »
4. **Digitalisation** – COVID-19 a déjà forcé une grande partie du monde à opter pour des solutions virtuelles. Les NTIC sont un moyen majeur pour COVID de protéger les activités de développement vitales et d'accélérer le changement.
5. **Rendre toute action envisagée a « preuve de COVID-19 »** – il pourrait sembler pervers de considérer COVID-19 comme un accélérateur. Mais sachant que COVID-19 va perdurer et qu'il pourrait y avoir d'autres pandémies dans les années à venir, des interventions spécifiquement ciblées pour protéger les lieux clés de l'action de développement contre COVID-19 (le lieu de travail, le secteur informel) sont essentielles si le Gabon veut « reconstruire en mieux ». Et au contraire, COVID-19 a déjà catalysé des changements significatifs dans les habitudes personnelles et les pratiques professionnelles qui auraient pu prendre une génération à réaliser...
6. **Stratégies de planification et réponse** – une fois de plus, puisque nous savons qu'il y aura probablement d'autres vagues de pandémie à l'avenir, le renforcement des capacités actuelles de prévention et de réponse à l'avenir est un accélérateur essentiel pour mieux reconstruire.
7. **Dimension sous-régionale et transfrontalière** – La pandémie de COVID-19 traverse les frontières nationales comme si elles n'existaient pas. Si nos réponses ne s'engagent pas efficacement au-delà des frontières, elles échoueront.
8. **Et le volontarisme national (accélérateur transversal)** – La création d'un programme national de volontariat pour étayer toutes les actions de réponse envisagées constituera un accélérateur majeur, en engageant toutes les diverses

énergies du Gabon et en les mobilisant pour répondre et « reconstruire en mieux ».

Tout ce qui précède se retrouve dans la matrice présentée dans la section suivante : la Matrice Principale de la Réponse Socio-Économique de l'ONU Gabon. Elle est organisée autour des interventions possibles à l'intersection de ces **5 piliers** et des **8 accélérateurs**.

Cette matrice sera la structure directrice de nos travaux pour le reste de l'année 2020 et jusqu'en 2021. Et son analyse, ainsi que les activités programmatiques et opérationnelles essentielles qui en découlent, constitueront le cœur du nouveau cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (2022-2026) qui sera élaboré et signé avec le Gouvernement vers la fin de 2021.

MATRICE PRINCIPALE DE LA REPOSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ONU

	ACCÉLÉRATEURS						
	Inclusion	Genre	Economie Vert	Digitalisation	COVID-19	Stratégie & Planification	Dimension Sous-Regionale
<p>✓ = en cours (mais pas nécessairement suffisant)</p> <p>Santé d'Abord</p> <p>Éventuelles vaccinations COVID-19</p> <p>Gestion verte déchets</p> <p>Récolte & analyse données</p> <p>Campagne vaccination rougeole</p> <p>Accès eau & assainissement</p> <p>Sécuriser espaces publics</p> <p>Préparation pandémie future</p> <p>Chaîne d'approvisionnement santé</p> <p>Ressources humaines sanitaires</p> <p>Coopération régionale sanitaire ✓</p>							
<p>Protection Sociale</p> <p>«Ligne verte» enfants ✓</p> <p>Enregistrement Actes Naissances ✓</p> <p>Subventions & bons alimentaires</p> <p>«Ligne verte» VBG ✓</p> <p>Campagnes contre VBG ✓</p> <p>Éducation à distance</p> <p>Statistiques de vulnérabilité</p> <p>Renforcement secteur sanitaire ✓</p> <p>Système données sanitaires ✓</p> <p>Système données éducatives ✓</p> <p>Protection populations étrangères ✓</p>							
<p>Relance Économique</p> <p>Protection PME</p> <p>Protection Secteur Informel</p> <p>Protection Femmes en PME</p> <p>Protection Femmes Sect. Inf.</p> <p>Familles vertes</p> <p>Business Agro-forestiers ✓</p> <p>Incubateurs numériques ✓</p> <p>Protéger secteur privé à la COVID</p> <p>Protéger commerce régional</p> <p>Statistiques secteur privé & informel</p> <p>Protéger chaîne de valeur C19</p> <p>Renforcer commerce régional</p>							
<p>Macro-économie</p> <p>Appui budgétaire ✓</p> <p>INFF «Budget basé sur Genre» ✓</p> <p>INFF «Gabon Vert» ✓</p> <p>e-Governance</p> <p>Dialogue strat. budget/reliance</p> <p>Dialogue strat. dette nationale</p> <p>Coopération macroécon. rég.</p>							
<p>Cohésion Sociale</p> <p>Dialogue Social ✓</p> <p>Combatte stigma & #FAKENEWS ✓</p> <p>Participation commun. femmes C19 ✓</p> <p>Leadership femmes C19 ✓</p> <p>Solutions urbaines vertes</p> <p>Jeunesse & la Prospective ✓</p> <p>Sécuriser interventions C19</p> <p>Consolider paix zones frontalis. ✓</p>							

ACCÉLÉRATEUR TRANSVERSAL : VOLONTARISME NATIONAL

Les actions prioritaires représentées dans cette matrice maîtresse représentent une combinaison d'actions déjà en cours et de celles qui doivent être lancées d'urgence. Elles seront examinées en détail ci-dessous, organisées par accélérateur et par pilier. Dans chaque cas, un compte rendu succinct et nécessairement partiel des défis et des opportunités est donné, ainsi qu'une première idée schématique des ressources financières nécessaires.

CADRE DE RIPOSTE SUR LA BASE DU CADRE DES 5 PILIERS & 7 ACCÉLÉRATEURS

Chaque élément de la matrice de réponse principale sera maintenant présenté et discuté à son tour.

Le volontarisme comme accélérateur de réponse transversal



Le cadre prévoit particulièrement le développement d'un Programme National de Volontariat, qui puisse être utilisé lui-même en tant qu'outil pour l'accélération de la mise en œuvre des initiatives prévues sous chacun des piliers.

La mise en place d'un tel programme est depuis longtemps un objet de discussion et d'intérêt pour le gouvernement du Gabon. En 2016, l'ONU, l'OIF et le gouvernement ont signé ensemble un cadre de projet pour établir un tel programme. Ce cadre peut et doit

encore être activé et la pandémie COVID-19 représente une réelle opportunité pour le faire. Il contribuera à tous les piliers en même temps qu'il renforce particulièrement les dimensions de cohésion sociale (en mobilisant les jeunes) et la relance économique.

Ce programme encouragera la mobilisation des jeunes (et des adultes qui le souhaitent) dans la livraison de services sociaux de proximité auprès des populations vulnérables, leur engagement dans des actions de civisme dans le cadre de la collecte et triage écologique des déchets, leur engagement dans la mise en place de solutions digitales en période de confinement, ainsi que dans la lutte contre les #fakenews et la diffusion de messages de tolérance et de solidarité en période de la COVID-19. Ces actions de civisme pourront être accompagnées par des activités génératrices de revenus à caractère solidaire pour la génération d'emplois pour les jeunes en période de relance socio-économique.

Coût estimé : US\$4 millions pour une période initiale de 2 ans pour le déploiement de 1 000 volontaires au niveau national en soutien aux différentes dimensions de la réponse du Gabon à COVID-19.

(NOTE : à partir de maintenant dans l'analyse, le rouge implique de nouvelles actions avec de nouvelles ressources à mobiliser, le vert implique une activité déjà en cours mais où des ressources supplémentaires peuvent être nécessaires et le violet implique qu'une estimation des coûts est entreprise.)

ACCÉLÉRATEUR N°1 : RENFORCER L'INCLUSION

Comme évoqué par le SG dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, « *nobody is safe until everybody is safe* ». Le principe de « *Leave No One Behind* » et l'objectif de l'inclusion, cristallisés dans les ODD 10 et 5, revêtent une importance clef dans un contexte de développement. Dans le nouveau contexte d'un « *development emergency* » engendré par le COVID-19, ils deviennent des éléments essentiels de la lutte. Pour cette raison, ce plan vise à

promouvoir l'inclusion comme un accélérateur de la relance socio-économique dans le pays.



Pour ce faire, le Plan vise à cibler les groupes vulnérables/marginalisés au même temps en tant qu'acteurs participants à plein titre aux discussions/dialogue au tour de la relance socio-économique du pays, ainsi que comme groupe cible d'interventions spécifiques prévues dans le cadre de chaque pilier.

Afin de répondre aux multiples défis en matière d'inclusion, le plan mettra la priorité sur les activités suivantes :

Défi N°1 : Impact du COVID-19 sur les inégalités existantes au Gabon

A l'instar d'autres pays à revenu moyen, tranche supérieure, le Gabon connaît des inégalités au sein de sa population, qui sont aujourd'hui exacerbées par la pandémie COVID-19. A l'issue d'une retraite inclusive menée par le RCO dans le cadre de l'élaboration du nouveau Bilan Commun Pays (CCA) au mois de Février 2020, il est ressorti que des nombreuses catégories de personnes à risque élevé d'être marginalisées et exclues sont présentes aujourd'hui au Gabon

à la fois au milieu urbain et rural. Ces catégories incluent, entre autres, les groupes suivants :

- **Personnes vivant avec un handicap ;**
- **Personnes vivant avec une maladie ou comorbidité (VIH/SIDA, personne vivant avec drépanocytose, entre autres) ;**
- **Malades mentaux ;**
- **Personnes vivant avec albinisme ;**
- **Femmes (et notamment les femmes veuves ;**
- **Femmes chefs de familles, etc.) ;**
- **Jeunes filles (mères célibataires, etc..) ;**
- **Chômeurs (jeunes en particulier) ;**
- **Les enfants les plus pauvres, orphelins et ceux qui sont élevés par des personnes autres que leurs parents) ;**
- **Personnes vivant dans les quartiers les plus démunis (les Bidonvilles ou « Matiti ») ;**
- **Personnes âgées ;**
- **Populations autochtones ;**
- **Populations rurales enclavées ;**
- **Migrants ;**
- **Demandeurs d'asile/refugies ;**
- **Personnes sans documents d'identités (toutes âges confondues).**

À cause du confinement, du lockdown, de la saturation des services sanitaires présents dans le pays et de la perte d'emplois à la fois dans le secteur formel et surtout informel, ces couches de la population gabonaise, et notamment les femmes, sont aujourd'hui dans une situation socio-économique encore plus précaire qu'avant la pandémie et nécessitent des programmes renforcés de protection sociale.

Par ailleurs, la crise économique que le pays traverse est à l'origine de l'émergence de **nouvelles catégories de groupes vulnérables**, qui ne sont pas nécessairement les couches les plus pauvre de la population. Elles se trouvent aussi parmi la classe moyenne, lourdement frappée par le ralentissement général de

l'économie et du climat d'affaires, en lien aussi avec la chute du prix du pétrole.

Défi N°2 : Collecte de données, planification et ciblage approprié des groupes vulnérables dans le cadre de la riposte COVID-19

Face aux besoins des groupes vulnérables, le constat avant la pandémie était que alors que le Gabon dispose d'un bon cadre législatif de protection sociale, c'est l'application de ce cadre qui fait défaut. Avec la pandémie, comme l'on vient de l'évoquer, à ces défis préexistants s'en ajoutent des nouveaux, (nouveaux groupes et nouveaux besoins) qui nécessitent à être connus et analysés davantage, requérant, le cas échéant, une révision des politiques sociales pour leur prise en compte.

Pour ce faire, il faudra renforcer les **systèmes nationaux de collecte et l'analyse des données** (quantitative et qualitative), qui présentaient des faiblesses/défaillances déjà avant la pandémie, vu que la collecte de données par rapport aux groupes vulnérables sur une base continue est l'un des aspects centraux de la lutte contre la COVID-19.

Par ailleurs, les **faiblesses structurelles en matière de planification stratégique** se traduisent dans une multiplication d'initiatives par les différents acteurs, y compris dans le domaine de la protection sociale (différents départements ministériels, SNU et PTFs) qui ne sont pas toujours coordonnées, et avec un impact limité sur le terrain.

Défi N°3 : Faible participation des groupes vulnérables et exclus aux discussions autour de la relance socio-économique post COVID-19 et stigmatisation & « fake news »

Dès le début de la pandémie dans le pays, le Gouvernement du Gabon a pris toutes les dispositions nécessaires, en ligne avec les recommandations de l'OMS, afin d'éviter une propagation rapide du

virus (confinement, lockdown, etc..). Si d'un côté, ces décisions efficaces ont pu éviter la propagation de la maladie a grande échelle 6 mois plus tard, il est vrai aussi qu'à cause des mesures barrières et de la distanciation sociale, les espaces de participation et de dialogue citoyen, qui étaient déjà réduits avant la pandémie, se sont rétrécies davantage.

Face à cela, certaines parties de la société civile se sont mobilisées, en tant que « porte-parole » des groupes vulnérables, mais jusqu'à présent ceci se fait d'une façon ad hoc et éparpillée, ce qui ne permet pas d'assurer une véritable participation des groupes vulnérables, a ces discussions. Par ailleurs, il est important de noter que ces groupes n'ont souvent pas accès à une connectivites internet leur permettant de faire entendre leurs besoins par d'autres moyens que des rassemblements physiques qui sont pour le moment limites.

Dans un contexte de confinement et de « psychose » engendrée par la pandémie, le Gabon a aussi connu au cours des derniers mois, un tollé d'épisodes d'intolérance, xénophobie, et autres formes de discrimination, fomentées par le phénomène de « fake news » qui n'étant pas étranger au pays, s'est intensifiée a l'issue de la pandémie.

Solution N°1 - Éventuelles vaccinations COVID-19 : Comme le monde le sait à ses dépens, il n'existe pas encore de vaccin efficace contre le COVID-19. Cependant, de nombreux pays et de multiples partenariats du secteur privé se battent pour les mettre sur le marché international. En s'appuyant sur ses performances déjà convaincantes dans la mise en place rapide de tests de pointe, ainsi que sur ses performances de longue date (et soutenu depuis longtemps par l'ONU Gabon) dans la recherche de l'élimination de la poliomyélite et de la rougeole, le Gabon doit se préparer à sécuriser ces vaccins pour sa population dès qu'ils seront disponibles, afin de gérer une campagne de vaccination transnationale qui intègre pleinement toutes les dimensions de la population et qui minimise le risque d'interruption en raison de #fakenews, de désinformation et de rumeurs.

Le coût total d'un tel programme est difficile à évaluer à ce stade précoce, car les coûts unitaires sont inconnus. Dans un exemple, cependant, les premières indications montrent que le coût unitaire peut varier entre 5 et 50 dollars aux États-Unis. La Global Vaccine Alliance, GAVI, a proposé d'acheter des vaccins en gros pour les pays à faible revenu, mais le Gabon, en tant que pays à revenu moyen, n'a pas encore pris les mesures nécessaires pour y participer.

Coût estimé : INCONNU MAIS TRÈS IMPORTANT. Les coûts des vaccins eux-mêmes seront probablement et éventuellement assumé par l'état, peut-être sur la base d'une coopération avec un des acteurs de financement multilatéral. Mais les Nations Unies au Gabon (OMS et UNICEF) doivent déjà envisager un rôle important dans les campagnes éventuels de vaccination (comme c'est déjà et toujours le cas pour la rougeole et le poliomyélite), avec un coût important à considérer.

Solution N°2 – Lignes Vertes Enfants : les lourdes mesures d'enfermement (« lockdown ») introduites dans de nombreux pays du monde entier ont eu pour conséquence malheureuse et involontaire l'augmentation des taux de violence à l'égard des femmes et des enfants. Depuis le début de la pandémie, le Gabon a fait preuve de vision en mettant en place des lignes d'assistance téléphonique pour ces deux formes de violence. Celles-ci seront examinées ensemble dans le cadre de **l'accélérateur 3 - Genre.**

Solution N°3 – Enregistrement des Actes de Naissances : Bien que mis à rude épreuve par la COVID-19, le système de protection sociale du Gabon reste remarquable et fait l'envie de la sous-région. Cependant, on estime que 10% de la population gabonaise ne peut actuellement pas y accéder. Il s'agit des personnes vivant dans des régions inaccessibles de l'intérieur du pays, mais aussi dans les grandes villes, qui pour une raison ou une autre n'ont jamais demandé ou reçu un certificat de naissance. Sans ce certificat, ils ne peuvent pas obtenir par la suite une carte d'identité nationale et restent "invisibles" pour la protection sociale.

À l'inverse, la délivrance d'actes de naissance à ces personnes et le renforcement du système pour qu'aucune nouvelle naissance ne soit non enregistrée sont la clé d'une amélioration rapide des performances du Gabon en matière d'éducation et de santé, de l'accès aux traitements lorsque cela est nécessaire pour l'impact de COVID-19, ainsi que d'améliorations à plus long terme dans les 17 autres pays.

Coût estimé : DÉJÀ EN COURS. US\$2 millions pour une période initiale de 2 ans déjà financé par le JSDGF du Secrétaire général dans le cadre du Programme Conjoint « Protection Sociale » de l'ONU Gabon (UNICEF, UNFPA, BIT, OMS, UNAIDS, UNESCO).

Solution N°4 – Subventions & Bons D'Achat Alimentaires :

Afin d'alléger le fardeau économique des familles les plus touchées par la COVID-19, le gouvernement, ainsi que la Fondation Sylvia Bongo Ondimba se sont engagés à émettre des bons d'achat alimentaires dans les quartiers et par le biais des églises et des mosquées. Ces initiatives ont été très appréciées.

Les coûts importants de ces initiatives ont été couverts par le gouvernement et la Fondation. En effet, **le gouvernement a déjà indiqué son intention de mettre à disposition la somme de 8 millions de dollars US pour soutenir la création de banques alimentaires communautaires** et est en discussion avec l'UNICEF et d'autres organismes sur la manière de soutenir ces dernières.

Tout au long de ce travail, le gouvernement et la fondation à la fois se sont déjà tournés vers l'ONU Gabon, et l'UNICEF en particulier, pour aider à identifier les familles les plus vulnérables. Cela a abouti à la création d'une « base de données » des familles vulnérables, initialement limitée à Libreville, mais qui pourrait être étendue à l'ensemble du pays. Cette base de données peut être renforcée par des références croisées avec d'autres activités proposées ci-dessous qui concernent l'amélioration du climat des données sur la vulnérabilité au Gabon.

Coût estimé : L'UNICEF a déjà fait quelques investissements initiaux. Les coûts permanents sont en cours de calcul, mais il est peu probable qu'ils soient trop élevés, car ils concernent principalement le temps du personnel et les coûts opérationnels associés.

Solution N°5 – Protection des PME : – dans le cadre du pilier « relance économique », le cadre envisage de renforcer la protection des PME. Un sondage d'opinion sur l'impact du COVID-19 a été déjà mené, et sur la base des résultats de ce sondage, combine avec le fiscal stimulus disponible un programme pour la protection des PME sera développé. Le Dialogue sociale mené entre le Gouvernement, le patronat et les employés, (voir **Solution N°8 ci-dessus**) y inclut le secteur privé, revêt une grande importance par rapport au développement d'un tel programme. Les éléments seront

- 1. Dynamiser le dialogue social pour faire face à la COVID 19 particulièrement dans les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et dans l'économie informelle.*
- 2. Améliorer la prévention et la lutte contre la COVID 19 en milieu de travail.*
- 3. Assurer une protection de l'emploi pour les femmes et les travailleurs vulnérables de l'économie informelle impactés par la pandémie.*
- 4. Assurer le suivi du marché du travail.*

L'OIT a déjà une initiative de ce type financée et en cours au Sénégal, dont l'ONU Gabon s'inspirera pour formuler ses actions.

Coût estimé : US\$450 000 à mobiliser

Solution N°6 : Protection du Secteur Informel : Comme dans une grande partie de l'Afrique, le secteur informel constitue un élément essentiel de la socio-économie gabonaise, que ce soit à Libreville ou ailleurs. Il est vital de le protéger.

Le Gabon va s'inspirer directement de l'expérience de son grand voisin, la RDC, où un partenariat entre la Banque mondiale et l'OIT a débouché sur une approche à plusieurs volets, comprenant des mesures visant à :

5. *Réduire l'exposition au virus et les risques de contagion ;*
6. *Fournir des aides, revenus et un soutien alimentaire pour compenser la perte d'activité économique pour les acteurs du secteur informel ;*
7. *Réduire et prévenir les dommages causés au tissu économique et préserver l'emploi.*

Ces interventions s'appuient sur :

8. *Un Fonds d'appui aux acteurs de l'économie informelle*
9. *Des mécanismes de dialogue social incluant les acteurs et représentants des unités économiques du secteur informel ainsi que les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs pertinents, en impliquant aussi les autorités locales, les « relais communautaires » et associatifs représentatifs du secteur informel.*

Les femmes jouent un rôle particulièrement central dans l'économie informelle au Gabon. De ce fait, elles constitueraient un élément essentiel de notre effort de protection. Pour souligner ce fait, un point d'action spécifique sur la protection des femmes dans l'économie informelle est également inclus dans le prochain accélérateur sur le genre.

Coût estimé : l'initiative est actuellement en cours d'évaluation des coûts. En RDC, le partenariat Banque mondiale/OIT dans ce domaine a coûté US\$800 000.

Solution N°7 – Appui Budgétaire : comme indiqué dans l'analyse précédente de l'impact socio-économique de COVID-19, la pandémie a déjà porté un coup dévastateur à la position macroéconomique du pays. **Les partenaires internationaux se sont mobilisés et ont déjà fourni quelque US\$562 millions de**

soutien budgétaire direct pour aider à amortir les effets les plus graves. **Ce montant comprend quelque US\$300 millions du FMI** (membre de l'équipe « UNCT+ » des Nations unies au Gabon et participant régulièrement et activement à notre réponse coordonnée) par le biais d'achats effectués dans le cadre de son instrument de financement rapide (IFR). Ce soutien, qui se déroule en deux tranches successives, vise notamment à renforcer les soins de santé, à protéger les plus vulnérables et à soutenir le secteur privé, notamment les petites entreprises.

Suite à l'approbation de la deuxième tranche par le conseil d'administration du FMI le 31 juillet 2020, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président, a noté que « la double pandémie COVID-19 et les chocs sur les termes de l'échange continuent d'affecter gravement les conditions humaines et d'entraver les perspectives de croissance au Gabon. La contraction économique s'est aggravée depuis la première demande d'instrument de financement rapide (IFR) en avril 2020, et les positions extérieure et budgétaire se sont détériorées, donnant lieu à des besoins de financement supplémentaires. La dette publique reste soutenable, mais les risques de baisse ont augmenté de manière significative. Les perspectives à court terme restent soumises à une incertitude considérable et à des risques de baisse ». Les partenaires devront travailler en étroite collaboration avec le Gabon pour garantir une utilisation efficace de l'aide indispensable et une attention particulière à la gestion de la charge future de la dette.

Coût estimé : US562m déjà, dont US\$300m du FMI.

Solution N°8 – Dialogue Social : Le dialogue social et la coopération tripartite entre les autorités publiques et les partenaires sociaux (syndicats et associations patronales en particulier) étaient déjà un outil de plus en plus essentiel pour les États membres avant la pandémie. Dans le contexte de crises persistantes de l'économie et de l'emploi et d'accélération des changements et des réformes, ils sont considérés comme des outils de bonne gouvernance du

marché du travail et des instruments efficaces pour promouvoir la reprise après la crise et faciliter l'adaptation au changement.

Le Gabon et les Nations unies – et l'OIT en particulier – étaient déjà bien avancés dans les discussions en vue de **la mise en place d'une structure permanente de dialogue social tripartite** avant le début de la pandémie. Avec la COVID-19 et l'augmentation concomitante des défis socio-économiques et des tensions sociales, la tâche devient encore plus urgente et un élément essentiel pour assurer le maintien de la cohésion sociale.

Au Burkina Faso, l'OIT travaille déjà à la réorientation des structures tripartites pour se concentrer sur le défi COVID-19 et l'ONU Gabon s'inspirera de cette expérience. Ici, le rôle de l'ONU sera de fournir un soutien technique spécialisé continu à la mise en place de la structure de dialogue permanente, soutenue par un secrétariat technique. Il s'agirait d'une structure tripartite de 18 à 24 membres, avec un petit secrétariat (5 personnes), des chercheurs, des frais de fonctionnement et une aide pour couvrir les frais.

Coût estimé : Le BIT a déjà fourni un financement initial de démarrage. Les coûts annuels de la structure sont estimés à 300 000 dollars US. En 2020-2021, ce montant devrait être mobilisé avec des partenaires, mais à plus long terme, les coûts de fonctionnement devraient être intégrés dans les allocations du budget national.

Solution N°9 – Combattre le #FakeNews & la Stigmatisation :

Comme de nombreux pays, le Gabon a connu un tsunami de #fakenews et une hausse des cas de stigmatisation et de xénophobie avec COVID-19. Il est essentiel de remédier à cette situation pour maintenir la cohésion sociale.

Ce plan vise également à **renforcer les actions pour le respect des droits de l'Homme en temps de COVID-19**, notamment par les biais de campagnes de sensibilisation contre la xénophobie et toutes formes de discrimination à l'envers des populations, des FSD et du Gouvernement, y inclut dans les provinces du pays ; des

actions de renforcement des capacités des media par rapport aux #fakenews et des sensibilisations pour des messages de tolérance, de respects et de paix. Ceci se fera notamment par la mise en place d'une première école de journalisme professionnel au Gabon avec le soutien du Gouvernement.

Coût estimé : Les premiers travaux dans ce domaine ont déjà été financés par l'UNESCO, l'ONUSIDA et l'OMS. L'évaluation complète des coûts est en cours. Mais une dimension particulière du défi que représente COVID-19 pour les droits humains des femmes et des filles est intégrée dans la note conceptuelle soumise à l'examen du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) COVID-19 du Secrétaire général.

ACCÉLÉRATEUR N°2 : SOLUTIONS SENSIBLES AU GENRE



Défi N°1 - Protection accrue des femmes et des enfants :

Comme partout dans le monde, au Gabon, les violences sexuelles basées sur le Genre (GBV), qui existaient déjà avant le COVID-19, ont été exacerbées par le confinement et les mesures d'urgence édictés par l'État. Le confinement a facilité la proximité entre les bourreaux et les victimes, essentiellement des femmes et les enfants, les personnes vivant avec handicap, et dans une certaine mesure, le personnel domestique (souvent composés d'étrangers

sans titre de séjour), les personnes vivant avec albinisme, les personnes vivant avec handicap, les personnes sans identité, ou celles en séjour illégal dans les Pays concernés, etc... Il est important de souligner que le Gabon compte un des taux des habitant d'origine étrangère au kilomètre carré des plus élevé du continent.

Au Gabon comme partout ailleurs dans la sous-région, les limitations liées au COVID-19 ont eu pour conséquence de limiter la capacité des groupes sociaux en situation de vulnérabilité (notamment une certaine catégorie de femmes étrangers sans documents de séjour légal) de se mettre à l'abri des personnes violentes au sein de leur cadre de vie. Le stress aggravé par le manque de moyens de survie et l'incertitude liée à la crise pandémique ne font qu'exacerber la situation des couches les plus faibles durant le confinement.

Par ailleurs, les femmes détenues se retrouvent seules, sans aucune possibilité de visites ni des membres de leurs familles, ni de leurs avocats au moment même où les sessions criminelles sont suspendues pour cause du COVID-19. Or, jusqu'à présent, la mesure de libération des détenues n'a touché qu'une assez faible proportion de la population carcérale dans l'ensemble de la sous-région, les femmes, souvent victimes d'agressions sexuelles et d'intimidation dans les Prisons se retrouvent ainsi sans défense.

Défi N°2 - Assurer une protection socio-économique

adéquate aux femmes vulnérables : Au-delà des VGB, les femmes vulnérables sont aussi en besoin d'une sécurité économique accrue à cause de la perte de leurs sources de revenus, tant en milieu urbain que rural, et notamment celles qui ne sont pas enregistrées à la CNAMGS (Système Étatique de Protection Sociale) et qui ne bénéficient donc d'aucun parachute social.

Défi N°3 – Assurer la protection de l'emploi pour les

femmes : les études d'impacts socio-économique montrent que les femmes, dont des étrangers sans documents officiels d'identité effectuant plus de 85 à 95 % des travaux domestiques, et plus de

80 % des activités informelles, elles subissent un impact plus fort en termes de perte d'emploi que les hommes. Du fait qu'elles travaillent dans la plupart des cas dans le secteur de l'économie informel, le Gabon ne faisant pas exception à cette situation, elles demeurent les grands perdants du COVID-19. Notamment les femmes qui travaillent dans le secteur informel ne bénéficient pas d'assurance ni de sécurité sociale. Dans ces cas, la perte des recettes commerciales et du salaire lié aux travaux de ménage a un impact sévère sur des centaines de milliers de foyers.

Défi N°4 – Maximiser le leadership féminin dans la riposte

COVID-19 : Le Gabon a la chance de disposer d'exemples individuels et de plates-formes collectives de leadership féminin très développés. Le nouveau Premier ministre est une femme (pour la première fois dans l'histoire du Gabon), tout comme 11 des 33 ministres du gouvernement (conformément au quota national de 33 % fixé par la loi), y compris des ministres de haut rang comme ceux de la justice, du travail et de la solidarité nationale. Les présidents du Sénat et de la Cour constitutionnelle sont également des femmes. Il existe des programmes de femmes dans les domaines politique, économique et social. La section gabonaise du Réseau des femmes africaines dirigeantes, récemment créée, a été lancée en mars par le Premier ministre grâce à l'appui étroit des Nations unies au Gabon, tandis que le Réseau des femmes pour la paix et le développement durable et la Plateforme des femmes pour la paix et la sécurité ont contribué à façonner les principaux engagements et engagements en matière de planification nationale grâce à la Décennie de la femme gabonaise, l'adoption d'un plan d'action national 1325.

Cependant, depuis l'apparition de la COVID-19, le Gabon n'a pas encore réussi à tirer pleinement parti de cette force institutionnelle et individuelle considérable pour engager la population dans la lutte contre la COVID-19 en tant que défi de santé publique, ni en tant que source de désresponsabilisation économique ou de violations des droits de l'homme. Cela est symbolisé, par exemple, par la faible représentation actuelle des femmes au sein du Comité national

contre COVID-19. Le faible engagement des femmes dans la réponse à COVID-19 au niveau national a eu des conséquences négatives dans les domaines de la justice sociale, des développements socio-économiques visant à traiter l'impact socio-économique de la pandémie. En raison de cette exclusion, les cadres nationaux et régionaux visant à la redistribution et à la réaffectation des ressources COVID et post-COVID continuent de perpétuer les inégalités entre les sexes.

Solutions N°1 & N°2 – « Ligne Verte » VBG & Campagne Nationale contre la VBG : la détermination des dirigeants, du gouvernement et du peuple gabonais à s'attaquer au fléau du VBG dans le pays s'est renforcée. En 2019, la Première Dame a mené une marche massive dans les rues de Libreville jusqu'au Parlement pour exiger le changement. À la fin des 16 jours d'activisme de l'année dernière, elle et le coordinateur résident ont lancé des appels passionnés pour une action renouvelée et le Premier ministre a annoncé l'intention d'ouvrir une ligne d'assistance téléphonique pour les victimes du VBG. Cette ligne, qui peut être contactée gratuitement au niveau national en composant le **#1412**, est devenue active avec le soutien de l'ONU juste à temps pour la Journée internationale de la femme 2020, qui est tombée littéralement au moment où la pandémie COVID-19 approchait des côtes gabonaises. (Une ligne d'assistance téléphonique parallèle a également été mise en place pour prévenir la violence contre les enfants).

Il sera essentiel d'affiner le fonctionnement de la ligne d'assistance téléphonique et d'assurer le meilleur suivi et le meilleur soutien possible à ceux qui en bénéficient pour lutter contre le VBG pendant la pandémie et au-delà. Cela constituera un élément essentiel de la nouvelle campagne nationale contre le VBG qui sera lancée par le gouvernement et les Nations unies au Gabon. Cette campagne fera appel à des plateformes nationales de femmes dirigeantes, telles que l'AWLN en particulier. Elle utilisera largement les NTIC et les médias sociaux pour une large diffusion des messages sur la prévention et la réponse. Et elle fournira un soutien technique et

des conseils aux mécanismes de protection mis en place par le gouvernement, comme le foyer national des femmes.

Il est également envisagé d'élaborer une base de données en collaboration avec la société civile pour identifier les enfants et les femmes victimes VBG, y compris les femmes et les enfants détenus, et envisager des actions avec la Justice et la Police pour un suivi approprié.

En termes de prévention, UN Gabon a déjà lancé des campagnes de sensibilisation contre les VGB envers les populations gabonaises en collaboration avec la société civile. Vu que la pandémie pourrait causer encore des vagues de confinement et lockdown, dans les mois/années à venir dans le monde, comme au Gabon, ces campagnes ne représentent qu'un début d'effort et méritent d'être intensifiés, y inclut à l'intérieur du pays.

Coût estimé : US\$400,000 à mobiliser. Les premiers travaux dans ce domaine ont déjà été financés par le FNUAP et l'UNICEF. L'intensification de cet effort essentiel de lutte contre le VBG constitue un élément essentiel de la note conceptuelle soumise à l'examen du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) COVID-19 du Secrétaire général.

Solution N°3 & N°4 – Protection Femmes en PME et en Secteur Informel : Sous le pilier protection sociale, il est envisagé d'assurer que les femmes, les jeunes filles, les personnes sans identité officielle, ou celles vivant avec handicap et d'autres groupes vulnérables bénéficient d'une allocation financière spéciale pouvant leur permettre de compenser les gains perdus suite à la désintégration des activités commerciales informelles, notamment en rapport à la fermeture du commerce interprovincial et transfrontalier suite au COVID-19.

Il est également envisagé de lancer des initiatives visant à la fois à protéger/voir créer des nouvelles opportunités d'emplois pour les femmes dans le secteur privé, et notamment les PME, ainsi que protéger les emplois des femmes dans le secteur informel. Pour ce

faire il est très important d'assurer qu'un pourcentage significatif du « fiscal stimulus » que le Gouvernement va injecter sur l'économie soit réservé à la protection/création d'emploi pour les femmes dans les deux secteurs de l'économie (formel et informel). Ce package doit être accompagné par une étude sur les opportunités de reconversion économique pour les femmes qui se portent volontaires ou celles en situation de vulnérabilité.

Coût estimé : prise en compte dans les activités prévues dans la solution N°5 et N°6 de l'accélérateur précédent : l'Inclusion.

Solution N°5 – INFF Budget Basé sur le Genre : Comme nous le verrons dans le cadre du prochain accélérateur de la transition vers une économie verte, les Nations unies au Gabon ont déjà réussi à obtenir un soutien initial du Fonds commun du Secrétaire général pour les SDG afin de mettre en place un cadre de financement national intégré pour le Gabon.

Malgré les engagements normatifs internationaux et nationaux très importants du Gabon pour faire progresser le statut des femmes, il n'a jamais jusqu'à présent utilisé un processus rigoureux et formalisé pour aligner les priorités budgétaires nationales sur ces engagements. Le « Green INFF » qui sera mis en place pour le Gabon sera également « rose » - ce qui signifie que l'approche intégrée dès le début sera un engagement à institutionnaliser l'approche de la budgétisation sensible au genre initiée par ONU Femmes. COVID-19 apporte une complexité supplémentaire mais aussi un moment d'opportunité évident pour institutionnaliser cette approche critique.

Coût estimé : prise en compte dans les activités prévues dans la solution N°7 de l'accélérateur suivant : l'Économie Verte.

Solution N°6 et N°7 – Participation Communautaire et Leadership Féminin : à la lumière de tout ce qui précède, il est tout simplement crucial que les femmes à tous les niveaux soient impliquées dans toutes les dimensions de la réponse COVID-19 -

santé publique et socio-économique. Comme déjà noté, UN Gabon vient d'appuyer le Gouvernement dans le lancement du chapitre gabonais du Réseau des Femmes Leaders en Afrique (AWLN). Ce réseau a, entre autres, la tâche importante d'assurer que les voix et les besoins des femmes soient entendues et prises en compte dans le cadre de la riposte et relance socio-économique COVID-19. Il est maintenant important de mobiliser les fonds nécessaires pour que le réseau puisse lancer des projets phases, notamment en matière de création d'emplois pour les femmes et de protection sociale des femmes vulnérables.

Par ailleurs, en matière de participation des femmes, il est préconisé de revoir et adapter le Plan d'Action National Femmes-Paix et Sécurité récemment adopté au Gabon en intégrant au moins 50 % de femmes dans toutes les négociations, les plans, projets et stratégies initiés dans le cadre des efforts d'atténuation de l'impact du COVID-19 sur l'économie nationale.

Des quotas similaires seront encouragés pour les autres structures envisagées par le présent plan de réponse, notamment la structure permanente de dialogue social tripartite et le comité d'orientation stratégique envisagé pour la mise en œuvre de l'INFF.

Coût estimé : US\$200,000 à mobiliser. Les premiers travaux dans ce domaine ont déjà été financés par le FNUAP, l'UNESCO et l'UNOCA. Plus particulièrement, le travail avec l'AWLN a bénéficié de « seed funding » des Gouvernements Allemand et Canadien. L'intensification de cet effort essentiel constitue un élément axial de la note conceptuelle soumise à l'examen du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) COVID-19 du Secrétaire général.

ACCÉLÉRATEUR N°3 : APPROCHE VERTE TRANSVERSALE

Parmi les accélérateurs, l'approche transversale « verte » mérite une attention particulière dans le contexte du Gabon. En tant que pays à revenus moyens tranche supérieure, qui dépend lourdement

des revenus du secteur extractif, mais qui a un potentiel énorme en matière d'économie verte, la diversification de l'économie et notamment la transformation vers une économie verte est un passage obligé afin d'assurer la viabilité de l'économie, avec des effets à cascade importants pour l'atteinte des autres ODD (d'où l'importance de l'exercice du INFF Vert, dans le cadre du nouveau Programme Conjoint du JSDG Fund du Secrétaire général).



Défi N°1 – Manque d'un cadre de planification opérationnel pour accélérer la transition verte : Le Gabon possède une immense forêt intacte pour la plupart, couvrant environ 85% du pays. Cette forêt constitue l'un des plus grands, si pas le premier poumon de la planète, suite à la déforestation de l'Amazonie. Le pays possède aussi une très longue côte (885 Km), très riche en faune marine. Le potentiel pour mettre en place une économie verte (ainsi que bleu) dans le pays est donc énorme.

Dans le cadre du Plan de développement du pays (PSGE), le volet **Gabon vert** figure comme l'un des piliers principaux du futur développement du pays. Cependant, le Plan souffre d'un alignement fautif entre une vision ambitieuse pour le développement du pays, la planification stratégique et – particulièrement – son financement, y compris par les PTF et le secteur privé.

Si le Gabon vert est déjà une dimension clef de la vision nationale, ce qui fait défaut à ce stade sont les politiques nationales, les

instruments de planification, les mécanismes et les budgets, ainsi qu'une stratégie de communication massive afin de gagner l'adhésion des populations, qui ne voient pas encore les bénéfices et les retours provenant d'une économie « verte » par rapport à leur situation.

Défi N°2 – Faible diversification de l'économie et d'opportunités d'emplois vert durables : Malgré les richesses naturelles très importantes du Gabon, le pays importe vers €800 millions en denrées alimentaires chaque année, en provenance surtout du Cameroun voisin et de la France, or que le secteur de l'agriculture notamment présente un grand potentiel inexploité. En effet jusqu'à présent le pays a pu soutenir une économie basée sur les importations grâce aux revenus importants générés par le secteur du pétrole, minier et bois. Suite à la pandémie de la COVID-19, ainsi que la chute vertigineuse du prix du pétrole, ce modèle économique ne s'avère plus soutenable, et nécessite d'être revu, d'autant plus que l'un des effets de la pandémie a été la fermeture des frontières, ce qui rend le commerce international problématique.

Solution N°1 – Gestion Verte des Déchets : une solution claire sera d'assurer la salubrité en milieu urbain en ligne avec les lignes directrices pour la prévention de la COVID-19. Avec presque 90% de la population concentrées dans les zones urbaines et surtout dans la capitale Libreville, le Gabon est le pays le plus urbanisé sur le continent africain.

En tant que tel, le pays pose tous les défis et opportunités découlant de cette forte urbanisation en termes d'accès équitable aux services de base, aménagement urbanistique favorable à toutes les couches de la population, gestion des déchets, etc. Suite à la pandémie, comme partout dans le monde, des nouveaux besoins ont émergé en termes de ventilation appropriée des bâtiments publics et bureaux, distanciation sociale dans les lieux publics, accès à l'eau dans les lieux publics, les écoles, les prisons, les quartiers les plus démunis, etc.

Coût estimé : l'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution N°2 - « Familles Vertes » : En vue de créer des nouvelles sources de production nationale qui puissent garantir à la fois la sécurité alimentaire pour toute la population gabonaise ainsi que générer des nouvelles opportunités d'emploi, sous le pilier **Relance économique (micro-économie)** sur la base d'études de marche sur les « secteurs porteur », ce plan envisage la renforcement/création d'emplois dans des secteurs « verts », notamment par les biais d'une exploitation des ressources naturelles durable. L'accent sera mis sur les femmes micro-entrepreneurs, en s'appuyant sur les travaux déjà entrepris dans ce domaine par la FAO et l'ONUDI pour créer un cadre de PME dirigées par des femmes.

Comme toute première étape, il est envisagé de renforcer et mettre à échelle le programme « **famille vertes** » qui vise à doter les familles gabonaises qui se portent volontaires d'outils qui leur permettent de réaliser une autosuffisance alimentaire. Jusqu'à présent ce programme a donné des résultats très positifs **en touchant environ 8 000 familles depuis le début de la pandémie**. Dans un esprit « sante a 360 degrés » et « One Health », il est prévu de mettre à échelle ce programme, notamment en ajoutant une composante « **familles écologiques** » qui permettrait de promouvoir au sein de ces familles une gestion « verte » des déchets, ce qui influencerait à son tour **le pilier « Sante d'abord »**. Comme dans la phase pilote, dans le cadre de notre approche élargie des « familles vertes », une attention particulière sera accordée à la sélection des ménages dirigés par des femmes, en particulier parmi les groupes vulnérables de la population gabonaise (les pauvres des zones urbaines et rurales, les réfugiés et les migrants, les personnes vivant avec un handicap ou des comorbidités COVID-19, etc.)

Mise à part la sécurité alimentaire, ce genre de programme présente plusieurs autres bénéfices : tout d'abord la réussite dans la réalisation de l'autosuffisance alimentaire en période de confinement du au COVID, donne confiance aux familles et génère

un changement de mentalité positif au sein de la population gabonaise vis-à-vis le secteur de l'agriculture ; ensuite, les familles réalisent le potentiel de revenu représenté par la génération d'un surplus de denrées alimentaires et commencent à demander plus de terrain (hectares) pour produire davantage avec une possibilité de vente sur les marchés locaux ; et dernièrement, la création de jardin potager et maraicher souvent dépasse la seule production familiale, pour inclure le voisinage et ainsi cette activité prend une dimension plus communautaire avec des effets bénéfiques sur la cohésion sociale, notamment dans les quartiers les plus marginalisés (**Pilier Cohésion Sociale**).

Coût estimé : initialement financé par les activités de la FAO en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture à la hauteur de US\$100,000. BESOINS ADDITIONNELLES : US\$400,000 de dollars US pour une période initiale de 1 ans – et cela constitue un élément axial de la note conceptuelle soumise à l'examen du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF) COVID-19 du Secrétaire général.

Solution N°3 – Business Agro-Forestier : Sous le **pilier relance socio-économique** toujours, le plan envisage également de développer des opportunités nouvelles d'emplois « vert » dans le business agro-forestier.

En ce qui concerne le business agro-forestier, ce secteur a été aussi identifié comme un créneau porteur pour la diversification de l'économie, à l'instar de la Malaisie et du Costa Rica qui ont pu effectuer leur transformation vers une économie verte, largement grâce à l'exploitation durable dans le secteur agro-forestier. A titre d'exemple, le Gabon se situe déjà en position avantageuse sur le marché international par rapport à la production de bois « placage ». Il est donc envisagé d'appuyer le développement de ce secteur en ligne avec les lignes directrices internationales en matière de gestion durable des terres.

Le gouvernement gabonais est en train de finaliser un nouveau plan national de développement de la filière bois/forêt. Ce plan prévoit

la possibilité de multiplier par dix la contribution de cette industrie à l'emploi et aux revenus nationaux au cours de la prochaine décennie, tout en trouvant un équilibre approprié avec la nécessité de préserver la forêt tropicale d'Afrique centrale. Vu la richesse de la forêt gabonaise, il est aussi envisagé de promouvoir la mise en place d'une industrie pharmaceutique basée sur l'exploitation durable de la végétation gabonaise, ce qui pourrait à la fois non seulement créer des nouvelles opportunités d'emploi dans le pays, mais aussi réduire la forte dépendance de l'économie gabonaise de l'importation de médecine de l'étranger.

Coût estimé : l'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution N°3 - INFF « Gabon Vert » : Afin de doter le Gabon des instruments nécessaires pour permettre l'accélération vers un modèle d'économie verte, dans le cadre du pilier Macroéconomique, ONU Gabon, en collaboration avec le Fond Monétaire International (FMI), vient de lancer un projet financé par le Joint SDG Fund du Secrétaire général (composante 1) pour la mise en place d'un **INFF (Integrated National Financing Framework ou Cadre de financement national intégré)**.

Cet INFF sera « vert » grâce à une analyse approfondie des convergences nécessaires en termes de flux financier pour l'économie verte et « rose » à travers une budgétisation sensible au genre. Ce projet, qui se dotera d'un processus inclusif dans le cadre de sa mise en œuvre, jettera les bases pour la mise en place d'un cadre opérationnel clair et chiffré et approprié par toutes les parties prenantes au Gabon avec un lien direct envers l'atteinte des ODD. Des efforts intégrés importants seront ensuite nécessaires pour la mise en œuvre de ce cadre.

Par ailleurs, l'une des ambitions du cadre pour l'économie verte est justement d'orienter de façon plus efficace les différents flux financiers (domestiques, ODA, FDI et secteur privé) déjà existant dans le pays et d'améliorer le niveau de recettes nationales, y compris à travers une véritable diversification de l'économie et une expérimentation avec des techniques de fiscalisation verte. Cela

permettra, entre autres, d'améliorer la transparence et la bonne gouvernance dans le pays, à travers notamment la mise en place de mécanismes participatifs de redevabilité et de reddition de comptes vis-à-vis des populations sur les investissements et dépenses effectuées envers l'atteinte des ODD (y compris par l'e-gouvernance).

Finalement, il est envisagé de mettre en place/réactiver le cadre de Concertation entre le Gouvernement et les PTFs, y inclut le secteur privé, qui est un mécanisme très important pour assurer une coordination de l'aide efficace et transparente.

Coût estimé : \$US1 million pour une période initiale de 2 ans – DÉJÀ FINANCÉ PAR LE JSDGF DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dans le cadre du Programme Conjoint « Gabon Vert » de l'ONU Gabon (PNUD, PNUE, UNECA, FMI).

Solution N°4 - Solutions Urbaines Vertes : En 2019, 30 jeunes, de toute extraction sociale ont participé au séminaire de réflexion « **Laboratoires du nouveau monde** », dans le cadre de l'ODD 11. A l'issue de ce séminaire, la vision proposée par les jeunes était essentiellement celle d'une ville (Libreville) au milieu de la forêt, avec suffisamment d'espaces verts et en plein respect de la nature.

Sur la base de ces recommandations, et en tenant compte des nouveaux besoins et opportunités engendrés par la pandémie, sous le pilier Cohésion Sociale, le plan envisage d'accélérer la mise en œuvre de solutions urbaines vertes et durables tout en assurant l'accès aux services de base et des solutions de salubrité pour assurer le retour dans les espaces publics et privés en plein respect des lignes directrices sur la prévention du COVID-19. Pour ce faire, le plan vise à mettre à échelle les excellentes initiatives déjà prises par UN Gabon en collaboration avec la Banque Mondiale et la Mairie de Libreville par rapport à l'installation de points d'eau dans les quartiers les plus démunis, les écoles, etc. mais aussi à assurer une meilleure salubrité des bâtiments publics. Une Note Conceptuelle a été développée entre UNESCO et ONU-Habitat.

Coût estimé : US\$1 000000 à mobiliser pour une période initiale de 1 ans.

ACCÉLÉRATEUR N°4 : DIGITALISATION

La pandémie a amplifié une nouvelle dimension des inégalités au niveau global : l'inégalité entre ceux qui ont accès à une connectivité internet et ceux qui ne l'ont pas. La pandémie a montré de façon sans équivoque que l'accès à une connexion abordable est devenu en période COVID-19 l'une des *condiciones sine qua non* de l'accès aux services de base.

L'accélération de la transformation digitale du modèle économique et de gouvernance au Gabon représente donc l'un passage oblige dans le cadre non seulement de la COVID-19, mais aussi par rapport à la préparation aux éventuelles pandémie futures, et ce dans une optique de LNOB, qui dans un contexte COVID-19 doit être aussi interprète comme « **Leave No One Offline** ».

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Civique

COVID-19
Protégez vous et Protégez les autres

- Se laver très régulièrement les mains
- Tousser et éternuer dans son coude
- Utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter
- Saluer sans se serrer la main, évitez les ambrassades
- SI VOUS ETES MALADE Porter un masque chirurgical jetable

COMPTExGEST

Nom de l'utilisateur : _____
Mot de passe : _____
Type d'utilisateur : Apprenant/Pe _____
Entrez le code: _____

Se Connecter

New Cours en ligne
Les codes d'accès sont les memes

ANINF GROUPE TEREZA

Défi N°1 – État de l'environnement des affaires au Gabon et gouvernance : Même avant la COVID-19, le Gabon avait reculé au cours des derniers années en matière d'environnement d'affaires. En effet, **le Gabon figure à la 169e place dans l'index « Doing**

Business » en 2019, ce qui marque une détérioration progressive du classement du pays au fil des années. Suite à la pandémie et la chute du prix du pétrole, le pays se retrouve dans un besoin urgent de relancer les business et l'économie. Pour ce faire il est impératif de passer par une simplification et amélioration de l'environnement des affaires afin de rendre le pays plus attractif et plus compétitif sur le marché sous régional, voir continental, voir mondial.

Par ailleurs, le Gabon souffre toujours d'un système obsolète de gouvernance, y inclut par rapport au système régissant la fonction publique qui est source de déperdition des recettes de l'état. A nouveau, dans ce domaine le potentiel de la e-gouvernance n'est pas exploité. Suite à la pandémie et à la baisse importante des recettes dans le pays, il s'avère urgent de faire des économies d'échelle par rapport au budget de fonctionnement de l'état au profit du budget d'investissement ainsi que d'un fiscal stimulus accru.

Défi N°2 – Inégalités de la connectivité au Gabon : Le Gabon a un fort potentiel en matière de digitalisation, grâce à la présence d'une fibre optique permettant au pays de profiter d'une connexion internet à haut débit, qui le distingue positivement des autres pays de la sous-région, voir du continent. Par ailleurs, le volet « e-Gabon » figure parmi les priorités du Plan National de Développement, le PSGE. Malgré ce fort potentiel, la pandémie du COVID a révélé des nombreuses faiblesses de la connectivité dans le pays, qui couvre surtout les zones urbaines, laissant les zones rurales pour la plupart découvertes. Par ailleurs, au sein des zones urbaines cette connectivité profite surtout aux couches les plus riches de la population, laissant les groupes les plus vulnérables et marginalisés exclus.

Cette situation contribue d'une part à accentuer les inégalités dans le pays, et de l'autre à créer des nouvelles inégalités : par exemple entre les enfants qui ont accès à l'éducation à distance par les biais de la connectivité, et ceux qui ne l'ont pas et dont l'éducation est carrément interrompue en période de la COVID-19 ; ou bien entre les populations qui ont accès à la télémédecine et celles qui ne l'ont pas.

Solution N°1 – Récolte & Analyse des Données dans le

Secteur de la Santé : sous le pilier « Protection Sociale » ONU Gabon visent à exploiter la digitalisation afin d'assurer une collecte de données de première main pour nourrir des statistiques fiables et susceptibles d'être mises à jour rapidement sur les groupes vulnérables, afin de garantir une protection sociale adéquate et holistique.

Le Gabon a fait preuve d'une transparence exemplaire lors de la réponse au COVID-19, en publiant dès le début des statistiques quotidiennes relatives aux tests effectués, aux nouveaux cas, aux hospitalisations, aux récupérations et aux décès sur une page Facebook dédiée. Des informations similaires ont été partagées de manière transparente sur la répartition géographique du pays et sur les tendances sous-jacentes. Cela est de bon augure pour le contrôle futur de COVID-19, ainsi que pour la préparation aux futures pandémies. Une fois de plus, c'est une occasion pour le pays de passer à un mode entièrement numérique de saisie et d'analyse des données pour le système de santé. L'OMS a participé depuis le début au renforcement de ce travail et est maintenant bien placée pour fournir un soutien technique afin d'aider le système de santé gabonais à migrer vers une plate-forme entièrement numérique.

Coût estimé : Financement initial par l'OMS, l'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution N°2 – Éducation à Distance : également sous le pilier « Protection sociale », le plan va se concentrer sur la mise en place d'un système durable d'éducation à distance, accessible à toutes les couches de la population, y inclut les élèves issus des familles les plus vulnérables et exclues. Ce programme ambitieux vise à améliorer l'accessibilité et la qualité de l'éducation dans le pays (ODD 4) au-delà du COVID en jetant les jalons pour un modèle différent d'éducation universelle.

L'UNESCO et l'UNICEF ont déjà travaillé ensemble, depuis le début de la crise, pour assurer une éducation de qualité à distance pour

120 000 élèves au Gabon. Cette action doit être élargie et rendue durable pour assurer une capacité de réserve pour les cas de flambeaux de cas au sein des écoles après la rentrée scolaire. Le programme a été un grand succès et reste une priorité majeure pour le gouvernement, sachant que la rentrée scolaire est proche et que d'autres fermetures d'écoles restent une possibilité réelle. Des discussions sont en cours avec le gouvernement pour évaluer la possibilité d'un financement dans le cadre des enveloppes financières existantes de l'État.

Coût estimé : financé déjà à US3,75 millions par le Gouvernement, l'UNICEF et l'UNESCO. Un montant équivalent devra être mobilisé pour 2021.

Solution N°3 – Renforcement du système de collecte de données, planification et ciblage approprié des groupes vulnérables : Tout d'abord, le plan envisage de renforcer/d'investir davantage sur les systèmes de collecte et analyse des données par rapport aux groupes vulnérables, particulièrement touchés par l'impact socio-économique du COVID-19, dans tous les domaines des cinq piliers, afin d'assurer une meilleure prise en compte des besoins spécifiques de ces groupes. L'accent sera mis sur la production de données administratives de qualité suivant une approche basée sur les Droits Humains. L'informatisation des données collectées permettra d'assurer un véritable renforcement des capacités nationales qui s'inscrit dans la durabilité.

Vu la taille modeste de la population gabonaise, qui s'élève à 1.8 millions d'habitants avec un fort taux d'urbanisation (environ 90% des populations), le coût-efficacité de cet exercice sera assuré.

Sur la base de la collecte et analyse itérative des données collectées, il sera possible de renforcer le dispositif du Gouvernement en matière de stratégie de planification et de réponse relatives à la COVID-19, mais aussi aux pandémies futures, permettant d'identifier rapidement et de protéger les groupes les plus vulnérables de façon efficace.

Coût estimé : Tant la Banque mondiale que l'UNICEF sont déjà engagés dans ce domaine. L'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution 4 – Incubateurs Numériques : sous le pilier « relance économique », le plan prévoit d'accélérer la transition vers une « **e-economy** », notamment à travers le renforcement d'incubateur numériques. Par ailleurs, un appui-conseil sera fourni au gouvernement afin de parvenir à une simplification et amélioration des aspects essentiels pour une amélioration stratégique de l'environnement des affaires.

La Banque mondiale et d'autres acteurs ont déjà financé la création d'un petit nombre d'incubateurs dans le pays. Grâce à son programme très réussi « Former ma génération », l'UNESCO a formé plus de 5 000 jeunes gabonais aux technologies et compétences numériques, et a géré des centres de formation et des laboratoires sur tout le territoire national. Les bases sont donc là pour une action agressive visant à catalyser la transition du Gabon.

Coût estimé : L'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution N°5 – e-Governance : sous le pilier « macroéconomie », le plan envisage de fournir un appui-conseil au Gouvernement afin d'accélérer la transition vers la « e-governance », et notamment dans le domaine de l'emploi de la fonction publique. Dans ce cadre, un accent sera mis également dans l'utilisation de la e-governance comme instrument pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence dans la gestion du budget de l'état, notamment à travers le renforcement du contrôle citoyen et les mécanismes de redevabilité de l'administration publique vis-à-vis les citoyens, y inclut les groupes les plus vulnérables.

La CNUCED a été un pionnier dans ce domaine pour les Nations unies au Gabon, avec un programme pluriannuel visant à numériser les services douaniers gabonais grâce à l'adoption de la plate-forme SYDONIA-World en partenariat avec le gouvernement. Le système a été mis en place juste avant le début de la pandémie et a déjà montré une capacité considérable à accroître les recettes

douanières en favorisant l'efficacité et en éliminant les fuites. Dans les prochains mois, les Nations unies au Gabon feront valoir au gouvernement que la pandémie COVID-19 est, ironiquement, précisément le moment d'envisager le lancement d'autres activités pour numériser d'autres aspects clés de la gouvernance.

Coût estimé : L'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution 6 – Jeunesse & Prospective : COVID-19 est, avant tout, une "pandémie urbaine". Et le Gabon est le pays le plus urbanisé d'Afrique, avec une population jeune et dynamique. Il sera vital d'impliquer la jeunesse gabonaise dans la planification et la détermination de leur propre avenir dans un monde qui, malheureusement, risque de connaître des pandémies de plus en plus fréquentes.

C'est la vision, déjà présentée, de la solution n°4 sur les solutions urbaines vertes. Et elle repose largement sur l'utilisation des nouvelles technologies - de la connectivité et de la prospective - pour la faire fonctionner, c'est pourquoi elle est à nouveau brièvement mise en évidence ici.

ACCÉLÉRATEUR N°5 : RENDRE TOUTE ACTION ENVISAGÉE A « PREUVE DE COVID-19 »



Défi N°1 – Assurer l'accès aux services de base : En termes de développement humain, en 2019 le Gabon a été classé en 109^{ème} position, juste avant l'Égypte et le Maroc. En effet, même avant la pandémie, le pays connaissait déjà des défis en matière d'accès équitable aux services de base sur l'ensemble du territoire. Des fortes inégalités sont notamment enregistrées entre les populations urbaines et rurales, tandis qu'au sein des populations urbaines l'on observe un grand écart entre les quartiers les plus riches et les moins privilégiés, qui parfois n'ont pas d'accès à l'eau et à l'assainissement, or que le Gabon est un pays à revenu moyen-tranche supérieure.

Le COVID encore une fois ne fait qu'exacerber ces situations, en exposant davantage les populations qui vivaient déjà en situation précaire par rapport aux populations privilégiées, ce qui crée des poches de propagation rapide du virus ainsi que d'autres maladies, au sein de ces populations et fragilise les actions de prévention et riposte sanitaire à la pandémie.

Mais il y a une autre dimension critique de la menace de COVID-19 - la mesure dans laquelle elle ralentit ou menace d'arrêter complètement la programmation critique du développement en cours au Gabon. Il sera vital de mettre en place un programme « à l'épreuve de COVID », non seulement pour la pandémie actuelle et pour protéger les acquis du développement, mais aussi pour renforcer les capacités et la résilience face aux chocs futurs.

Défi N°2 – Assurer un environnement de business « à preuve de COVID » : Tant qu'un vaccin contre le COVID n'est pas disponible, le déconfinement pose des défis en termes de santé publique, tant que les environnements de travail ne sont pas « sécurisés » à la COVID. Dans l'état actuel, cette « sécurisation » est essentielle dans le cadre de la relance socio-économique et notamment dans le cadre du secteur privé et des entreprises. Vu la dépendance actuelle du Gabon des importations, et notamment de son pays voisin, le Cameroun, cette « sécurisation » s'étend également aux opérateurs économiques dans le contexte du commerce régional.

Solutions N°1 - Continuité Campagnes de Vaccination

Existantes : Sous le pilier Santé d'abord, il est absolument crucial d'assurer la continuité des services de santé de base, y inclut les campagnes de vaccination contre la rougeole et à la poliomyélite. Malgré les progrès réels que le Gabon a enregistrés ces dernières années, des cas de rougeole se sont produits de temps en temps. Entre-temps, en 2017, le Gabon a été déclaré exempt de polio par l'OMS au niveau mondial. Il est essentiel de protéger ces progrès - mais ils sont tous deux menacés par la combinaison d'une surcharge potentielle du système de santé gabonais par le COVID-19, des difficultés à protéger les équipes impliquées dans les vaccinations contre le COVID, et de la suspicion populaire croissante et des #fakenews. Et évidemment, lorsqu'un éventuel vaccin COVID-19 sera disponible, il sera important de tirer profit des synergies entre les différentes campagnes de vaccination. Dans tout cela, le Gabon est prêt et disposé à jouer un rôle central.

Il est également envisagé d'appuyer la continuité de service de santé reproductive, notamment pour les mères et les enfants, notamment en situation de vulnérabilité. Et ce par les biais **d'actions « à preuve de COVID »**, à savoir en assurant l'équipement de prévention nécessaire à la fois pour personnel de santé de première ligne qui administre les soins de santé, qui sera aussi teste de façon régulière et systématique, et les populations qui les reçoivent.

Coût estimé : L'évaluation des coûts actuellement en cours.

Solution N°2 – Eau et Assainissement (WASH) : des efforts sont déjà en cours afin d'assurer l'accès à l'eau et a l'assainissement pour les populations les plus marginalisées, notamment en milieu urbain. Dès le début de la campagne de promotion du lavage des mains, l'UNICEF s'est engagé activement. Jusqu'à présent, elle a fourni l'eau courante à 3 500 prisonniers de la prison centrale, 50 centres d'examen, 90 écoles, 25 000 étudiants et 10 000 enseignants et membres du personnel scolaire.

En 2019, la Banque africaine de développement et le gouvernement du Gabon ont signé un programme de près de 125 millions d'euros pour reconstruire complètement le système d'approvisionnement en eau potable de Libreville. S'il est achevé, ce programme garantira d'un seul coup une eau propre et continue à plus de la moitié de la population gabonaise, ce qui représente un bond en avant pour le Gabon vers plusieurs SDG. Avant la pandémie, des discussions étaient déjà en cours entre l'UNESCO, le gouvernement et la BAD pour que l'ONU contribue à l'éducation à l'eau et à la sensibilisation à l'hygiène publique autour de ce programme massif. Cela est devenu d'autant plus urgent compte tenu de la COVID-19. Vu que le COVID est maintenant présent dans la plupart des régions du pays, il est également très important que ces efforts soient déployés également en milieu rural et dans toutes les régions du pays.

Coût estimé : l'investissement initial de l'UNICEF a été d'environ 85 000 dollars US. L'évaluation des coûts supplémentaires est actuellement en cours.

Solution N°3 – Renforcement du Secteur Sanitaire : Depuis l'apparition de l'épidémie, tous les partenaires, y compris la famille des Nations unies, se sont naturellement concentrés sur le renforcement du secteur de la santé. Cela a consisté à acheter des équipements et à les importer d'urgence, à former et à soutenir le personnel du secteur de la santé, à renforcer les capacités de recherche des contacts et de tests, et bien d'autres choses encore. En juin 2020, les Nations unies au Gabon avaient déjà réorienté 2 millions de dollars US du programme régulier et mobilisé 9 millions de dollars supplémentaires en argent frais, la majeure partie de cette somme allant directement aux dépenses liées à la santé.

L'OMS a mené les travaux pour le compte des Nations Unies au Gabon, en s'appuyant sur son vaste réseau d'experts regroupés au sein du bureau sous-régional de l'OMS basé à Libreville. Bien que l'urgence soit loin d'être terminée, la courbe de la pandémie s'étant aplatie, il est désormais possible de "regarder au-delà de l'horizon" et de commencer à planifier et à quantifier les besoins pour le renforcement à long terme du secteur de la santé. Des besoins

précis feront l'objet d'un exercice spécifique d'identification des besoins et de budgétisation qui servira de base à la deuxième version de ce plan.

Coût estimé : l'investissement initial de l'ONU Gabon a été d'environ US\$11 millions. L'évaluation des coûts supplémentaires est actuellement en cours.

Solutions N°4 et N°5 – Protéger le Secteur Privé et la Commerce Régionale à la COVID-19 : Sous le pilier **Relance socio-économique et Cohésion Sociale**, il est envisagé de lancer un dialogue entre employeurs, état et employés, y inclut le secteur privé afin d'identifier les mesures nécessaires pour assurer la « sécurisation » de l'environnement de travail, tout en tenant compte des besoins exprimés par les employés et le minimum de standards internationaux recommandés, y inclut du point de vue architectural, afin que les environnements de travail soient salubres et « à preuve de COVID ». Jusqu'à la le plan envisage de promouvoir l'accès aux outils digitales pour assurer le travail à distance et permettre la reprise des business.

L'OIT travaille dans toute la sous-région de l'Afrique centrale dans ce domaine et il y aura beaucoup à gagner à capitaliser cette expérience et à l'apporter au Gabon dans le cadre de la structure du dialogue social tripartite discuté dans le cadre du premier **Accélérateur - Inclusion (solution n° 8)**.

Le commerce régional n'a pas été développé à l'avantage du Gabon. Le Gabon importe près de 800 millions d'euros par an en denrées alimentaires, principalement d'Europe, du Cameroun et d'Afrique du Sud. Si les vols internationaux de passagers ont été suspendus pendant de nombreux mois (et ont repris récemment), le fret aérien n'a pratiquement pas été interrompu. Il en va de même pour le fret routier en provenance des pays voisins. Cependant, il est urgent de renforcer les mesures sanitaires et de santé publique aux frontières du Gabon et d'éviter que le fret ne devienne un vecteur inconscient de retransmission du virus.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

ACCÉLÉRATEUR N°6 : STRATÉGIES DE PLANIFICATION ET RÉPONSE



Assurer une planification fiable et continue pour faire face de la COVID-19 et aux potentielles épidémies et pandémies futures

A l'instar de autres pays du monde, et notamment du continent africain, suite à l'apparition de la pandémie sur son territoire, le Gabon s'est retrouve dans l'urgence de préparer sa riposte face à la pandémie dans les très courts délais de quelque semaine. Pour ce faire, le Gouvernement a été très rapide à déclarer le confinement et « lockdown » dès les premiers cas, en ligne avec les recommandations de l'OMS, ce qui a permis au pays de gagner du temps précieux en termes de préparation de la riposte dans un pays qui connaissait déjà des déficits structurels importants dans le secteur de la sante.

Défi N°1 – Planification et Identification des Besoins : Si la promptitude de la riposte du gouvernement a permis d'éviter le pire au pays, au même temps la pandémie a dévoilé que les *déficits* dans le secteur de la sante notamment ne se limitaient pas seulement aux infrastructure et ressources humaines, mais aussi aux instruments de planification, qui ont dû être mis en place presque à partir de zéro. En effet, le secteur de la planification stratégique ainsi que la budgétisation des stratégies et politiques publiques en général souffre de carences importantes, ce qui entrave un suivi fiable de l'atteinte des ODD par exemple.

En matière de santé, au début de la pandémie le Gouvernement a rencontré beaucoup de difficultés par exemple en matière d'identification des besoins du pays en matière d'acquisition d'équipements essentiels « COVID » tels que masques, gants, PPE, tests, ventilateurs, etc., et ce au-delà de la disponibilité limitée de ces équipements sur les marches internationaux. Faute d'une estimation claire des besoins et d'une planification fiable, au début de la pandémie il était donc difficile pour les PTF de se positionner pour répondre a des besoins bien identifiés. De plus, le Gouvernement ne semblait pas avoir un mécanisme de suivi unique et claire, une fois que les équipements ont commencé à rentrer dans le pays et il a été nécessaire de mobiliser un appui important des PTF et notamment de l'OMS pour mettre en place un tel système.

Défi N°2 – Production de données statistiques fiables sur les besoins des opérateurs économiques : Vu l'urgence sanitaire dans le pays, dans un premier temps la riposte sanitaire a pris le dessus sur la relance socio-économique dans le pays, a juste titre. Toutefois, et en large partie grâce au succès de la riposte sanitaire, 6 mois après le début de la pandémie dans le pays, le Gabon souffre plus de l'impact socio-économique de la pandémie que de la pandémie elle-même, comme indique par l'étude d'impact socio-économique cite dans ce plan.

Face à ce constat, la relance économique dans le pays est désormais une priorité que ne peut plus attendre. Vu les besoins

importants en matière de relance économique, y inclut la nécessité de promouvoir une diversification effective et efficace de l'économie, face à la chute du prix du pétrole, il est très important de pouvoir disposer de données fiables et diversifiées tant dans le secteur de l'économie formelle qu'informel. Or que certaines de ces données existent, elles ne sont pas collectées de façon systématique et intégrées par le Gouvernement et ses partenaires. Or, faute d'un tableau clair sur l'impact et les besoins des opérateurs économiques en matière de relance socio-économique, il sera difficile de dessiner une politique/stratégies de relance économique efficace.

De façon plus générale le plan va appuyer la collecte de données sur la situation sociale, notamment par rapport aux groupes vulnérables et leurs besoins et mécanismes de résilience.

Défi N°3 – Manque d'une Structure de Coordination de l'Aide : Vu son statut de pays à revenu moyen, tranche supérieure, jusqu'à présent le Gabon a pu financer son développement en large partie. La chute du prix du pétrole et l'impact socio-économique du pays ont fragilisé l'économie du pays, qui a de plus en plus besoin d'un appui externe pour pouvoir faire face à la crise économique actuelle.

Cependant, à l'heure actuelle, pour les raisons évoquées ci-dessus, il n'existe pas de mécanisme formel actif de coordination de l'aide dans le pays, ce qui empêche un dialogue structure et inclusif sur l'affectation et le ciblage de l'aide (ODA, appui budgétaire, etc.).

Solutions N°1, N°2, N°3 – Préparation pour une Pandémie Future, Renforce la Chaîne d'Approvisionnement et les Ressources Humaines : Au-delà de l'urgence initiale COVID, nous savons maintenant que, jusqu'à ce qu'un vaccin ne soit trouvé et rendu disponible au Gabon, il faudra intégrer l'existence de la pandémie dans toutes les politiques nationales notamment en matière de développement durable. Par ailleurs, cette pandémie montre que, même si nous arrivons à éradiquer le COVID, nous ne sommes pas à l'abri d'épidémies et pandémie futures et donc avoir

à disposition des outils de planification et préparation aux pandémies présentes et futures devient un passage obligé non seulement des pays en voie de développement mais pour tous les pays du monde.

Pour ce faire, sous les piliers Santé d'abord et Protection Sociale, le plan prévoit tout d'abord de lancer une évaluation des instruments de planification utilisés pendant la première phase de la riposte à la COVID-19 enfin d'en tirer les bonnes pratiques et les leçons apprises pour l'amélioration et la pérennisation de ces instruments.

Sur la base de cette étude, le dispositif/planification concernant tout d'abord l'approvisionnement en équipements de santé sera renforcé. Au-delà des équipements sanitaires, le pays connaît 2 *déficits* additionnels en matière d'infrastructures de santé et de ressources humaines. Afin de pallier ces *déficits*, il est envisagé de d'appuyer une étude de marché pour connaître les lacunes en matière de personnel sanitaire sur l'ensemble du territoire national, par rapports aux infrastructures de santé existantes, mais aussi les nouvelles infrastructures planifiées. Une fois les lacunes de marché identifiées, le plan appuiera des programmes de migrations annuelles planifiées de personnel sanitaire, la ou les capacités nationales ne seront pas suffisantes, dans le plein respect bien évidemment des mesures barrières.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

Solution N°4 – Système de Données Sanitaires : Comme déjà discuté comme « Solution N°1 – Récolte & Analyse des Données dans le Secteur de la Santé », ONU Gabon visons à exploiter la digitalisation afin d'assurer une collecte de données de première main pour nourrir des statistiques fiables et susceptibles d'être mises à jour rapidement sur les groupes vulnérables, afin de garantir une protection sociale adéquate et holistique.

Solution N°5 – Système de Données Éducation : L'ONU Gabon travaille en étroite collaboration avec le gouvernement, la Banque mondiale et l'Agence française de développement depuis 2018 dans

le cadre d'un programme conjoint visant à élaborer un plan sectoriel national pour l'éducation, complété par la publication des premiers Annuaires des Statistiques de l'Éducation au Gabon. Ce travail, qui est sur le point d'aboutir, est plus urgent que jamais dans le contexte de la pandémie.

Comme il est également envisagé de renforcer le système de données en matière d'éducation, afin de pouvoir élaborer une planification fiable afin d'assurer la continuité de l'accès aux services de l'éducation pour tous pendant des périodes de lockdown ou confinement, mais aussi un retour à l'école en toute sécurité. Par ailleurs, tout comme le secteur de la santé, le secteur de l'éducation connaît aussi une carence d'enseignants et de personnel d'éducation. Pour pallier ce déficit de ressources humaines, il est également envisagé d'appuyer une étude de marché pour connaître les lacunes en matière d'enseignants et de personnel dans le secteur de l'éducation. Une fois les lacunes de marché identifiées, le plan appuiera des programmes de migrations annuelles planifiées de personnel dans le secteur de l'éducation, là où les capacités nationales ne seront pas suffisantes, dans le plein respect des mesures barrières.

Coût estimé : le Programme Conjoint Éducation entre l'ONU, BM et l'AFD a déjà budgétisé US\$600,000. L'évaluation des coûts est supplémentaire pour tenir en compte la COVID-19 est actuellement en cours.

Solution N°6 – Statistiques Secteurs Privé et Informel : Sous le pilier relance économique, il est donc envisagé d'appuyer le Gouvernement dans la mise en place d'un système de données fiables et sur base continue, y inclut des enquêtes, statistiques et sondages d'opinion sur par rapport notamment à l'impact et aux besoins des opérateurs économiques à tous les niveaux afin de pouvoir continuer, relancer ou lancer un nouveau business tout court. Entre autres approches, les TIC seront largement utilisées dans la collecte de ces informations afin de respecter les mesures barrières.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

Solution N°7 & N°8 – Réactivation d'un cadre de dialogue stratégique budget/dette/reliance/coordination de l'aide :

Dans ce cadre, sous le pilier Macroéconomique, il est donc important de (ré)activer le cadre de dialogue et concertation entre le Gouvernement et les PTF, notamment au tour du budget nécessaire pour la relance économique et sur la gestion de la dette nationale. Ce dialogue permettra à la fois d'assurer la cohérence et l'efficacité de l'aide que les PTF pourront fournir, mais aussi la concentration de fonds dans des secteurs qui sont véritablement stratégiques pour la relance socio-économique du pays, avec beaucoup plus d'impact.

Avant la pandémie, les discussions entre le coordinateur résident et le Premier ministre avaient progressé vers la création d'une structure nationale de coordination de l'aide qui serait installée au sein de la Primature. Ces discussions se poursuivent et ont acquis une nouvelle urgence, avec la création éventuelle d'un Haut-Commissariat (et Haut-Commissaire) au développement durable au Gabon.

Coût estimé : certains des coûts initiaux de la création d'une structure nationale de coordination de l'aide sont déjà envisagés dans le cadre du « Programme Conjoint INFF Gabon Vert » évoqué plus haut. L'évaluation des coûts supplémentaires est actuellement en cours.

ACCÉLÉRATEUR N°7 : DIMENSION SOUS-RÉGIONALE ET TRANSFRONTALIÈRE



Suite à l'apparition de la pandémie dans la région de l'Afrique centrale, la CEEAC a adopté une « Stratégie de lutte contre le COVID-19 et ses implications en Afrique Centrale » au mois de juin 2020. Cette stratégie met en exergue **l'action rapide des 11 pays membres de la CEEAC dans les domaines suivants :**

- 1) Adoption des lignes directrices de l'OMS sur la COVID -19 ;*
- 2) Mise en œuvre d'interventions spécifiques contre la COVID-19, telles que la limitation des mouvements des personnes et des marchandises, la mitigation de l'impact négatif des mesures de protection sanitaire sur les activités socio-économiques, mais aussi un appui significatif aux personnes et ménages économiquement faibles et au secteur privé, en particulier les secteurs les plus affectés par la crise ;*
- 3) Mobilisation du secteur privé et de la société civile, et notamment certaines start-ups utilisent leur capacité*

d'innovation pour apporter des solutions aux problématiques qui touchent les pays membres de la CEEAC.

Cependant le rapport identifie aussi un certain nombre de défis qui restent à surmonter par rapport à la dimension régionale de la pandémie et notamment : la faible coordination intersectorielle et collaboration inter-pays ; le déficit du personnel de santé formé sur la pneumonie à coronavirus (COVID-19) ; les problèmes logistiques dans les sites d'isolement aux points d'entrée; le déficit en équipes /dispositifs d'intervention d'urgence ; l'absence de mécanisme de gestion de la menace au niveau des espaces transfrontaliers ; le déficit en approvisionnement de certains dispositifs et intrants nécessaires pour les mesures de prévention, le diagnostic et la prise en charge des éventuels cas (EPI, thermo flashes, masques, solution hydro-alcoolique, ...) ; l'insuffisance des réactifs pour procéder à des analyses médicales dans les délais requis ; les problèmes d'harmonisation des définitions des cas.

S'appuyant sur la Stratégie conjointe Continentale de l'Union africaine de riposte contre le COVID-19 entérinée le 26 mars 2020, la stratégie de la CEEAC est articulée autour de 4 piliers d'intervention à savoir (i) la prévention de la transmission du COVID-19 ; (ii) la prévention des décès et prise en charge des cas ; (iii) la prévention des préjudices socioéconomiques et des risques liés aux conflits et (iv) la coopération transfrontalière.

Sous ces piliers, la stratégie régionale de riposte vise à atteindre les objectifs spécifiques suivants : renforcer les capacités des systèmes de santé publique des pays membres en matière de prévention de la transmission du virus et de prise en charge des cas ainsi que la coopération et la collaboration de leurs actions à l'échelle régionale; renforcer les capacités de prévention et de gestion de l'impact socio-économiques et sécuritaire de la crise sanitaire ; Prévenir et à protéger les communautés transfrontalières contre la propagation du COVID-19.

Parmi ces défis identifiés ci-dessus le plan va adresser les suivants, qui sont prioritaires pour le Gabon.

Défi N°1 – Renforcer la coordination intersectorielle et collaboration inter-pays en matière de sante : Comme évoqué dans la stratégie de la CEEAC, la situation sociale et sanitaire reste préoccupante dans toute la communauté CEEAC, malgré les bonnes performances économiques réalisées. En effet, la région de la CEEAC demeure la moins intégrée du continent (et le commerce infrarégional est de loin le plus bas en comparaison aux autres communautés économiques régionales).

Dans ce contexte, suite à la pandémie, les différentes ripostes sanitaires adoptées par les pays de la CEEAC ont été surtout à caractère national avec une coopération inter-régionale très limitée, voire inexistante. Vu la difficulté d'accès aux marchés internationaux et le défi/opportunité représenté par la porosité des frontières dans la sous-région, une approche de riposte purement national présente ses limites et ne contribuera pas nécessairement à assurer la durabilité de la riposte à long terme.

Défi N°2 – Renforcer la coordination intersectorielle et collaboration inter-pays en matière de relance économique et commerce régional : Le Gabon importe chaque années presque €800 millions en denrées alimentaires, malgré son fort potentiel en matière d'agriculture, et donc dépend en grand parties du commerce avec les pays tiers pour combler ses besoins alimentaires. Dans le cadre de la région de l'Afrique Centrale, la survie alimentaire du Gabon dépend en grand partie par les importations du Cameroun voisin.

Suite à la pandémie, les états membres de la CEEAC, a l'instar de beaucoup d'autres pays au monde, ont dans la foulée, fermé leurs frontières, dans un essai de contenir la propagation de la pandémie. Dans le cas du Gabon, cette mesure a eu l'effet d'engendrer une rupture dans certaines des denrées alimentaires de base comme le manioc et les bananes, qui font l'objet d'une grande consommation dans le pays. Jusqu'à ce que le Gabon puisse être

dans une situation d'autosuffisance alimentaire, objectif qui doit être poursuivi en parallèle, la survie de la population gabonaise dépendra beaucoup du commerce avec les pays tiers et notamment le Cameroun dans l'espace CEEAC.

Par ailleurs, comme déjà évoqué, l'économie du Gabon se base aussi beaucoup sur la main d'œuvre et l'expertise étrangère. Cela témoigne aussi de la forte inter-connectivité de la chaîne de main d'œuvre au niveau régional, qui mérite à être renforcée et non pas interrompue, dans le cadre des efforts de relance économiques dans les pays de la région. Autrement dit, sans une collaboration accrue et majeure intégration interrégionales des économies de l'Afrique Centrale, la relance économique au niveau national sera beaucoup plus lente. Cet aspect est donc un élément qui doit être considéré essentiel dans tous les plans nationaux des pays de la CEEAC et plus particulièrement, ceux, comme le Gabon qui dépendent lourdement des revenus du secteur pétrolier lourdement en crise, et qui ont besoin de diversifier leur économie.

Défis N°3 - Renforcer les mécanismes régionaux de gestion de la COVID-19 et des menaces à la paix et à la sécurité au niveau des espaces transfrontaliers : Le confinement et la clôture des frontières a eu une conséquence particulièrement lourde sur les régions transfrontalières dans l'espace CEEAC, dont la survie dépend largement du commerce transfrontalier, vu le sous-développement endémique de ces régions. Par ailleurs, compte tenu de la porosité des frontières et de la faible présence des États à ces frontières, les activités criminelles et les conflits se sont intensifiées dans ces zones. En effet, en profitant du vide créé par la gestion de l'urgence COVID par les États, les groupes armés et trafiquants ont intensifié leurs activités de déstabilisation tout au long des frontières de la région, avec des nombreux attaques (voir le cas de Boko Haram au Tchad), ce qui contribue à exacerber les conflits déjà existents dans la région et augmente les risques de « contagion/spillover » de ces conflits dans d'autres régions frontalières dans des pays en pays, comme notamment le Gabon.

Par ailleurs, tenant compte du faible accès aux services de base, et notamment aux services de santé, dans les zones frontalières, ces régions demandent à être protégées et appuyées plus -et non pas moins – dans le cadre de la riposte au COVID.

Solution N°1 - Coopération Régionale Sanitaire Accrue : En ligne avec les priorités de la Stratégie de la CEEAC, sous les piliers Santé d'abord et Protection sociale, le plan vise à promouvoir une coopération régionale sanitaire accrue, à travers tout d'abord la mise en place d'un système de partage d'informations sur les aspects sanitaires de la COVID (état de la maladie dans les pays en questions, bonnes pratiques, besoins sanitaires et possibles solutions de riposte, etc..) en priorité avec les pays transfrontaliers du Gabon, à savoir, le Cameroun, la Guinée Équatoriale, le Congo Brazzaville.

Ce partage d'information permettrait à la fois un meilleur niveau de connaissances de la gestion de l'épidémie dans les pays limitrophes, mais aussi un début de réflexion sur des possibles réponses coordonnées ou même intégrés à des défis communs. Par exemple, comme évoqué sous l'accélérateur Stratégie et Planification, il se peut que les lacunes en matière de personnel de santé (voir dans le secteur de l'éducation) pourraient être comblées par une coopération accrue entre les pays de la sous-région, ce qui contribuerait aussi à la relance économique avec la création de nouvelles opportunités d'emplois notamment dans le secteur sanitaire (ou autre secteur) au sein de la sous-région.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

Solution N°2 – une protection accrue pour les populations étrangères : Sous le pilier Protection Sociale, il est envisagé de prévoir une protection accrue pour les populations étrangères, qui représentent environ 30% de la population gabonaise, et notamment les populations étrangères les plus vulnérables (y inclut les femmes et enfants) et qui ne bénéficient pas d'appui social. Comme évoqué souvent par le Secrétaire General des NU, « tant

que tout le monde ne soit pas à l'abri du COVID, personne ne sera à l'abri du virus ».

Vu le nombre significatif d'étrangers venant de la sous-région, voire de l'Afrique de l'Ouest, une coopération accrue avec les pays d'origine des populations étrangères sera très importante pour identifier et protéger ces populations, y inclut par la facilitation de leur régularisation sur le territoire gabonais dans les cas d'immigration irrégulière.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

Solution N°3 & N°4 – Protéger la Chaîne de Valeur et Élargir le Champs des Espaces de Dialogues : Sous le pilier relance économique, le plan envisage donc d'un côté de renforcer la chaîne de valeur pour la riposte COVID-19, mais aussi de renforcer le commerce régional, en appuyant notamment la création de nouveaux secteurs d'emploi, comme par exemple la création d'une industrie pharmaceutique au Gabon en collaboration potentielle avec d'autres pays de la sous-région, afin de renforcer la prévention et la riposte au COVID 19 dans la sous-région, en ligne avec la stratégie de la CEEAC. Rendre les échanges à preuve de COVID » sera un aspect fondamental par rapport aux échanges commerciales.

Sous le pilier **macroéconomique**, il est envisagé, ensemble avec la CEEAC, CEMAC et les PTF, de créer/renforcer des espaces de dialogue pour approfondir la coopération sur le plan macro-économique, y compris les politiques de « fiscal stimulus », la gestion de la dette, la politique fiscale et monétaire dans l'espace CEMAC et CEEAC. Le FMI en premier lieu, le PNUD et l'UNOCA ensemble peuvent jouer aussi un grand rôle d'appui.

Coût estimé : L'évaluation des coûts est actuellement en cours.

Solutions N°5 & N°6 – Sécuriser les Interventions et Consolider la Paix aux Frontières : Afin de faire face à ces

multiples défis transfrontaliers, sous le pilier Cohésion sociale et engagement communautaire, UN Gabon a déjà développé un programme conjoint transfrontalier, financé par le Fond de Consolidation de la Paix du Secrétaire général, qui vise à mettre en place des réseaux de jeunes « tisserands de la paix » dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad , pour prévenir les conflits dérivant des trafics illicites dans ces zones en collaboration avec le système du MARAC (Mécanisme d'Alerte Précoce dans la région de l'Afrique Centrale) de la CEEAC. Ce programme, intégrant une forte dimension COVID 19, vise également à promouvoir une coopération accrue entre les 3 pays dans le cadre de la lutte contre les trafics illicites, la protection du patrimoine naturel et une intégration régionale accrue, notamment dans les 4 zones transfrontalières ciblées. Visant initialement les 3 pays mentionnés, ce programme a vocation à être mis à échelle dans d'autres pays de la sous-région jusqu'à idéalement couvrir les 11 pays de l'espace CEEAC.

Au-delà de cette initiative, le plan envisage également de sécuriser les interventions COVID 19 dans les espaces frontalières du Gabon ainsi que de renforcer la cohésion sociale et la confiance entre les populations et l'état dans les capacités des États de prévenir et répondre aux défis du COVID 19, par les biais de la participation et l'engagement de ces populations reculées à la riposte COVID et au plan de relance socio-économique dans le pays.

Coût estimé : US\$4 millions (\$1,5 au Gabon, \$2,5m au Tchad et au Cameroun) pendant deux ans. Financé par le Fonds de Consolidation de la Paix du Secrétaire général.

POSTFACE

COVID-19 a déjà apporté un changement sans précédent dans le monde et au Gabon. Malgré les décès tragiques et les souffrances économiques indéniables, le Gabon a bien résisté à la première vague d'impact. Mais d'importants défis socio-économiques continueront à se poser jusqu'en 2021. Il est urgent d'amortir les chocs actuels, de préparer un avenir plus résistant aux virus et de tirer profit de la crise pour relancer la transition verte et numérique du Gabon vers une économie durable qui atteindra les SDG d'ici 2030.